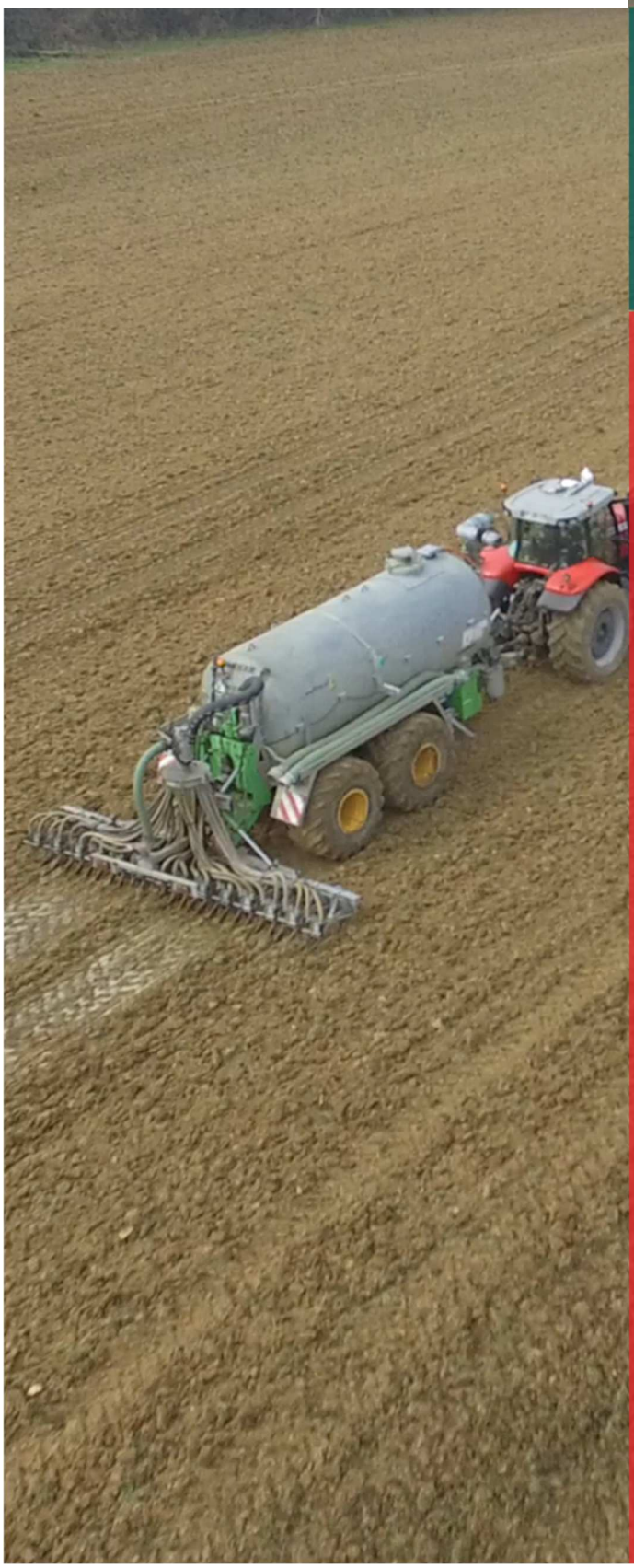
PROAGRI

POUR VOUS. AUJOURD'HUI. ET DEMAIN



PLAN D'EPANDAGE DES DIGESTATS DE METHANISATION

TARDY METHANISATION

70140 LIEUCOURT

Date de rédaction : août 2026

CHAMBRE D'AGRICULTURE HAUTE-SAÔNE

PLAN D'EPANDAGE DE DIGESTATS

Réalisée pour : **TARDY METHANISATION - 70140 LIEUCOURT**

Nom du conseiller : M. TRUCHOT
Date de rédaction : 13 août 2026

Envoyé à TARDY METHANISATION le : 17/08/2026

Je me tiens à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Chambre d'Agriculture de Haute-Saône
17 Quai Yves Barbier – BP20189 – 70004 VESOUL
✆ 06 02 11 27 48
martin.truchot@haute-saone.chambagri.fr

Dans un objectif de bonne valorisation des digestats de méthanisation produits sur son installation ou dans le cadre d'échanges matières / digestats, TARDY METHANISATION a demandé à la Chambre d'Agriculture la réalisation d'un plan d'épandage.

Du fait de sa situation réglementaire, le plan d'épandage réalisé est de type "Réglementaire avec aptitude à dire d'éleveur" ce qui signifie que différents supports cartographiques ont été utilisés en complément de la connaissance que l'exploitant a de ses sols : plan d'épandage existant, études pédologiques réalisées sur des parcelles limitrophes, cartes de sol locales, typologie des sols de Franche-Comté, etc.

Le présent dossier comprend :

- une présentation de l'exploitation, des préteurs de terre, et de son périmètre d'épandage ;
- un jeu de cartes à l'échelle 1/10 000e présentant les aptitudes à l'épandage des effluents d'élevage et les zones d'exclusion ou de restriction d'épandage ;
- un tableau précisant pour chaque îlot la nature des contraintes, l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi que les surfaces exclues et autorisées à l'épandage ;
- Un calcul de dimensionnement du plan d'épandage.

TABLE DES MATIERES

Plan d'épandage de digestats 1
Table des matières 2
Présentation du périmètre d'épandage 3
1. Caractéristiques des exploitations 3
2. Données hydrologiques 3
3. Caractérisation des sols 4
Aptitude à l'épandage 5
1. Les surfaces interdites à l'épandage 5
2. Les surfaces autorisées à l'épandage 5
Dimensionnement du plan d'épandage 7
1. Calcul de la quantité d'azote à gérer 7
2. Calcul de la quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés ... 7
3. Adaptation du plan d'épandage à l'azote à gérer 7
Cartographie du périmètre d'épandage 8
Parcellaire épandable : tableau de synthèse 9
Annexes 11
Annexe 1 : Effluents d'élevage : calendriers d'épandage 12
Annexe 2 : Règles de distances d'épandage pour les ICPE 14
Annexe 3 : Rappels règlementaires Arrêté du 10 novembre 2009 15
Annexe 4 : DUP des Captage 17
Annexe 5 : Conventions d'échange 19

PRESENTATION DU PERIMETRE D'EPANDAGE

1. Caractéristiques des exploitations

Pour son bon fonctionnement, l'installation de méthanisation TARDY METHANISATION a besoin d'intrants méthanisables en complément de ceux de son exploitation et de surfaces pour l'épandage des digestats. Pour cela des conventions d'échanges matières contre digestat ont été établit avec les différentes exploitations partenaires :

- La SARL TARDY (70140 LIEUCOURT) – éleveur laitier – Id cartographique T,
- l'EARL DU GATY (70140 LA RESIE-SAINT-MARTIN) – céréalier - Id cartographique G,
- M. BREUILLARD Eric (70140 VALAY) – éleveur laitier - Id cartographique B,
- la SCEA DE LA VALLEE (70140 LIEUCOURT) - céréalier - Id cartographique V,
- M. MEUNIER Vincent (70100 VENERE) - céréalier - Id cartographique M.

L'installation TARDY METHANISATION dispose ainsi d'une surface proposée à l'épandage de 585,84 ha qui s'étend sur les communes de :

- BARD-LES-PESMES (70048)
- BONBOILLON (70075)
- BRESILLEY (70092)
- BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)
- CHAMPTONNAY (70124)
- CHANCEY (70126)
- CHAUMERCENNE (70142)
- CULT (70193)
- LA RESIE-SAINT-MARTIN (70444)
- LIEUCOURT (70302)
- MARNAY (70334)
- MONTAGNEY (70353)
- MOTEY-BESUCHE (70374)
- PESMES (70408)
- TROMAREY (70509)
- VADANS (70510)
- VALAY (70514)
- VELESMES-ECHEVANNE (70528)
- VENERE (70542)

2. Données hydrologiques

a. Situation vis-à-vis des cours d'eau

Les cours d'eau considérés comme tels s'appuient sur la cartographie communale mise à disposition par la Préfecture au moment de la réalisation du plan d'épandage. Afin de les protéger des contaminations directes, une distance de 35 mètres vis-à-vis des berges des cours d'eau et de 10 mètres autour des fossés sera respectée. Ces interdictions permettent notamment de limiter la pollution bactériologique des cours d'eau.
Si une bande enherbée ou boisée d'une largeur d'au moins 10 mètres, et ne recevant aucun intrant, est présente de manière permanente en bordure de cours d'eau, alors la distance d'interdiction est réduite à 10 mètres au lieu de 35 mètres.

b. Situation vis-à-vis des captages

Les captages destinés à l'alimentation en eau potable sont protégés par des périmètres de protection dont le règlement fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique. Ces périmètres sont définis selon 3 niveaux de protection :

- Périmètre de protection immédiate (PPI) : situé à proximité immédiate du point de captage. La collectivité qui exploite le captage en est généralement propriétaire.
- Périmètre(s) de protection rapprochée (PPR) : où toute activité susceptible d'entraîner une pollution du captage est interdite ou réglementée.
- Périmètre de protection éloignée (PPE) : facultatif, pouvant recouvrir l'ensemble du bassin d'alimentation du captage où les activités peuvent être réglementées.

Le respect du règlement de ces captages est de la responsabilité de l'exploitant. De nouvelles déclarations d'utilité publique peuvent être prises et impacter le parcellaire de l'exploitation, elles s'appliquent de fait à l'exploitation.

A la date de la réalisation de ce document, sur la base des données disponibles sur le site CART'EAUX de l'ARS, plusieurs îlots sont concernés par des périmètres de protection de captage :

- Forages sur la Creuse (ancien et nouveau) (dans le PPE)
- Captage de la Grande Fontaine (dans le PPE)
- Forage de Fontaine Ronde et de la Source de Fontaine Ronde (dans le PPE)
- Puits du captage de Crassier et de la Source de la Tourouge (dans le PPE)

Les DUP de ces captages sont présentées en annexe.

Aucune de ces DUP n'intègre d'interdiction d'épandage dans les Périmètres de Protection Eloignés (PPE), il y est parfois rappelé de respecter les règlementations en vigueur.

3. Caractérisation des sols

L'aptitude des sols est liée à leur capacité à retenir puis transformer l'effluent organique apporté sans risque de pollution des eaux de surface principalement ou souterraines. Cette capacité des sols, plus connue sous le vocable de "pouvoir épurateur" dépend de différentes caractéristiques : profondeur, charge en cailloux, texture, acidité, aération, etc. Il varie également au cours de l'année selon les évènements climatiques. Pour chaque catégorie de sol, des périodes d'épandages optimales sont donc déterminées.

APTITUDE A L'EPANDAGE

Les cartes du plan d'épandage permettent de visualiser par des jeux de couleurs les aptitudes à l'épandage des différents produits.

Le tableau descriptif du périmètre d'épandage précise l'aptitude des sols à l'épandage ainsi que les contraintes d'épandage pour chaque îlot. Les surfaces épandables et interdites sont précisées d'une part pour les produits solides et d'autre part pour les produits liquides. La surface épandable ou Surface Potentielle d'Epandage (SPE) correspond à la somme des surfaces indiquées comme « aptes » et des surfaces indiquées comme « autorisées sous condition » sur les cartes.

1. Les surfaces interdites à l'épandage

Elles apparaissent en ROUGE sur les cartes et correspondent aux zones d'exclusion réglementaire. Elles peuvent varier selon le type de produit (compost, fumier, lisier, purin…) et la méthode d'enfouissement (enfoui, non enfoui…) notamment vis-à-vis des tiers.
Elles peuvent aussi correspondre à des situations jugées non compatibles avec un épandage d'effluent organique pour des raisons pédologiques, de praticabilité, agronomique, topographique ou toute autre raison qui fait l'objet d'une justification dans le tableau descriptif du périmètre d'épandage.

2. Les surfaces autorisées à l'épandage

a. Les surfaces aptes à l'épandage pratiquement toute l'année

En **VERT** sur les cartes, elles correspondent à l'ensemble des surfaces où **l'épandage** est **jugé possible *« pratiquement toute l'année »*** car les sols sont caractérisés par un excellent pouvoir épurateur.

Il convient néanmoins de respecter les principes généraux de l'épandage et du choix des cultures réceptrices, ce qui n'autorise donc pas à faire « *ce que l'on veut n'importe quand* », c'est-à-dire :

- s'adapter aux conditions climatiques lors de l'épandage (prise de décision au regard des prévisions météorologiques) ;
- s'assurer de la praticabilité, de la portance de la parcelle ;
- effet positif sur la pousse, le rendement, la qualité du produit récolté ;
- adapter la période d'épandage en fonction de la forme azotée du produit épandu ;
- maintien de la qualité des eaux superficielles et profondes et de la qualité de l'air (volatilisation de l'ammoniac) ;
- absence de risque sanitaire pour les animaux ;
- facilité d'emploi en remplacement des engrais minéraux.

Attention, en cas de drainage des parcelles, éviter les épandages de produits liquides en période de déficit hydrique.

b. Les surfaces aptes à l'épandage sous conditions

Elles concernent un vaste ensemble de situations pédologiques variées ***dont les fonctions épuratrices sont limitées*** pour des raisons de profondeur, de circulation des eaux pluviales trop rapide ou trop lente, d'engorgement temporaire se manifestant par la présence de signes d'hydromorphie et/ou d'accumulation de matière organique etc…

Les épandages d'effluents d'élevage peuvent être réalisés MAIS UNIQUEMENT pendant les périodes où les fonctions épuratrices du sol sont maintenues, en s'assurant par ailleurs que la forme de l'effluent est adaptée au milieu récepteur, et à la culture à fertiliser.

- **Sols superficiels (JAUNE sur les cartes)**

Ces sols ont des fonctions épuratrices limitées par un arrêt de la végétation suite à un déficit hydrique prolongé. Dans ce contexte de risque d'assèchement plus ou moins durable, les produits solides, de surcroît compostés, bénéficient de plages d'épandage plus larges. Les sols concernés sont superficiels (20 à 35 cm) voire très superficiels (< 20 cm) et peuvent parfois présenter des signes d'accumulation de matières organiques (caractère humifère "noir") qu'il convient de reconnaître afin d'éviter un apport supplémentaire en effluent solide. Les épandages de produits **liquides** sont **possibles** uniquement **en périodes de végétation** (mais globalement **interdits sur sol < 20cm**). Les épandages de produits **solides** sont possibles même en période d'arrêt de végétation mais **déconseillés** dès lors que la parcelle présente des **affleurements rocheux** et/ou un caractère humifère marqué et décarbonaté.

- **Sols hydromorphes (ORANGE sur les cartes)**

Ces sols ont des fonctions épuratrices limitées par des périodes d'engorgement temporaires qui interdisent généralement l'accès des engins d'épandage aux parcelles (automne à début de printemps). Dans ce contexte **d'hydromorphie** plus ou moins marqué, qui peut se traduire également par des teneurs importantes en matières organiques, les effluents liquides bénéficient de plages d'épandage plus larges que les effluents solides (ces derniers pouvant parfois être nettement déconseillés).
Les **épandages** d'effluents d'élevage peuvent être réalisés MAIS **UNIQUEMENT pendant les périodes où les fonctions épuratrices du sol sont maintenues**, en s'assurant par ailleurs que la forme de l'effluent est adapté au milieu récepteur, et à la culture à fertiliser.

- **Sols hétérogènes ou sableux (VIOLET sur les cartes)**

Ces sols plus ou moins profonds ou sableux, non hydromorphes, ont des fonctions épuratrices limitées par suite d'un risque de déficit hydrique estival pouvant entraîner un arrêt de végétation. Dans ce contexte de risque d'assèchement plus ou moins durable, les produits solides, de surcroît compostés, bénéficient de plages d'épandage plus larges. Les épandages de produits **liquides** sont **possibles** de préférence **au plus près des besoins des cultures**. Les épandages de produits **solides** sont possibles même en période d'arrêt de végétation tout en prenant des précautions vis-à-vis du lessivage.

- **Autres restrictions agronomiques (HACHURE sur les cartes)**

Sur ces parcelles, l'épandage de produits **solides** (fumiers et composts) est **autorisé**. Toutefois, pour des motifs réglementaires (présence de tiers, protection de captage, présence d'étangs en aval), topographiques (fortes pentes) ou techniques, l'épandage de produits **liquides** est **interdit**.

DIMENSIONNEMENT DU PLAN D'EPANDAGE

1. Calcul de la quantité d'azote à gérer

L'installation de méthanisation TARDY METHANISATION valorise des effluents d'élevage et d'autres matières.

L'installation TARDY METHANISATION tient un cahier des entrées qui permet de définir chaque année la valeur des produits entrants dans le process de méthanisation. Les teneurs en azote, phosphore et potasse des intrants se retrouvent en quasi-totalité dans le digestat final.

La quantité d'azote à gérer est définit dans le dossier de déclaration de l'installation.

2. Calcul de la quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés

Sur la base des déclarations PAC 2026 des exploitations partenaires, et au vu des rendements moyens pratiqués dans le secteur, il est établi une quantité d'azote exportée par les cultures et prairies.

Cultures	Surface	Rdt moyen (Q ou TMS)	N unitaire	N exporté
Blé (grain + paille)	154,69	70	2,5	27 071
Colza (grain)	76,8	35	3,5	9 408
Luzerne	23,7	10	32	7 584
Maïs grain (grain)	38,96	68	1,5	3 974
légumineuses avec fleurs	6,19	10	32	1 981
Orge (grain + paille)	86,63	65	2,1	11 825
Fauche seule	39,48	7	15	4 145
Autres cultures	16,24	0	0	0
Avoine (grain + paille)	3,24	41	2,5	332
Soja (grain)	21	24	6,1	3 074
Tournesol (grain)	19,68	25	1,9	935
Pâture seule	56,97	4	35	7 976
Maïs Ensilage	32,22	15	12,5	6 041
Seigle (grain + paille)	1,4	48	2	134
Fauche + Pâture	4,6	5	25	575
Betterave fourragère	4,04	15	2,5	152
	585,84			**85 207**

3. Adaptation du plan d'épandage à l'azote à gérer

L'azote exportée par les plantes dans un mode de gestion courant des exploitations est donc d'environ 85 207 kg.
Le digestat est un engrais organique dont près de 70% de la valeur azoté peut être valorisé par la culture destinatrice de l'épandage avec de bonnes conditions d'apports. Le digestat liquide est épandu à l'aide de pendillards qui déposent le produit au sol sans aspersion, il peut donc être apporté sur quasiment toutes les cultures, y compris en place. Il est bon de se donner une marge de manœuvre d'environ 30% pour tenir compte des conditions d'épandage liées notamment aux accidents climatiques (faible développement des cultures, accessibilité des parcelles…).

CARTOGRAPHIE DU PERIMETRE D'EPANDAGE

Présentation des aptitudes à l'épandage :

Type de sol	Critères de reconnaissance	Contraintes et stratégie d'épandage	Aptitude
Aéré **P**rofond de **P**lateau (APP) **A**éré **P**rofond de **V**allée (APV)	Hydromorphie : **Nulle** Aération : **Forte** Texture : Limono-argileuse Profondeur : > 50 cm en général Charge en cailloux : Faible	- Sols sains à bonne praticabilité - Faibles risques de ruissellement et de lessivage ⇩ **Epandage possible toute l'année**	**VERT**
Modérément **H**ydromorphe de **P**lateau (MHP) **M**odérément **H**ydromorphe de **V**allée (MHV)	Hydromorphie : **Moyenne**, Présence de tâches rouille et grises vers 40 à 50 cm de profondeur Aération : Moyenne Texture : Limoneuse ou Argileuse Profondeur : > 50 cm en général Charge en cailloux : Faible	- Périodes d'engorgement faibles - Conditions d'épandage délicates lors d'hivers humides - Risques de tassement et de ruissellement ⇩ **Epandage possible toute l'année sous réserve de bonne praticabilité en sortie d'hiver**	**VERT**
Sols moyennement profonds et sols sableux	Texture : sableuse ou Argilo-limoneuse Profondeur : hétérogène Charge en cailloux : Moyenne à nulle Hydromorphie : Nulle Aération : Forte à très forte perméabilité	- Risque de déficit hydrique estival - Risque moyen de lessivage hivernal ⇩ **Privilégier des épandages au plus près des besoins de la culture**	**VIOLET**
Fortement **H**ydromorphe de **P**lateau (FHP) **F**ortement **H**ydromorphe de **V**allée (FHV)	Hydromorphie : **Forte**, alternance de nombreuses tâches rouille et grises dès la surface Aération : **Faible, conditions d'asphyxie** Texture : Limoneuse ou argileuse Profondeur : 35 à 50 cm en général Charge en cailloux : Faible	- Périodes d'engorgement longues - Faible activité du sol de l'automne au printemps - Risque d'entraînement des effluents par circulation latérale des eaux ⇩ **Privilégier des épandages allant du printemps au début de l'automne**	**ORANGE**
Aéré **S**uperficiel de **P**lateau (ASP) **A**éré **S**uperficiel de **V**allée (ASV)	Profondeur : **< 35 cm** Charge en cailloux : **Souvent importante** Texture : Argilo-limoneuse calcaire ou très sableuse Hydromorphie : Nulle Aération : Très forte	- Risque élevé de lessivage hivernal du fait de la faible profondeur - Risque élevé de déficit hydrique estival ⇩ **Privilégier des épandages au plus près des besoins de la culture**	**JAUNE**

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/25 000 ème

Carte d'ensemble 1

Parcellaires pour TARDY METHANISATION

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

captages

ARS CART'EAUX - Captage

ARS CART'EAUX - PPI

ARS CART'EAUX - PPR

ARS CART'EAUX - PPE

0 500 1 000 1 500 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/25 000 ème

Carte d'ensemble 2

Parcellaires pour TARDY METHANISATION

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

captages

ARS CART'EAUX - Captage

ARS CART'EAUX - PPI

ARS CART'EAUX - PPR

ARS CART'EAUX - PPE

0 500 1 000 1 500 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/25 000 ème

Carte d'ensemble 3

Parcellaires pour TARDY METHANISATION

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

captages

ARS CART'EAUX - Captage

ARS CART'EAUX - PPI

ARS CART'EAUX - PPR

ARS CART'EAUX - PPE

0 500 1 000 1 500 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/25 000 ème

Carte d'ensemble 4

Parcellaires pour TARDY METHANISATION

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

captages

ARS CART'EAUX - Captage

ARS CART'EAUX - PPI

ARS CART'EAUX - PPR

ARS CART'EAUX - PPE

0 500 1 000 1 500 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/25 000 ème

Carte d'ensemble 5

Parcellaires pour TARDY METHANISATION

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

captages

ARS CART'EAUX - Captage

ARS CART'EAUX - PPI

ARS CART'EAUX - PPR

ARS CART'EAUX - PPE

0 500 1 000 1 500 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 1

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 1

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 2

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 2

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 — 250 — 500 — 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 3

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 3

M8
M10
M11
M9
Venère
M16b
T01
M6
M16a
Valay
T14a
T14b
T14c
T14d
Chancey
Bonboillon

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 4

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

Aptes toute l'année
si bonnes conditions de praticabilité

Préférer les épandages
du printemps à l'automne

Préférer les épandages
au plus près du besoin des plantes

Préférer les épandages
hors période hivernale

Epandages interdits pour raisons
règlementaires ou agropédologiques

Parcelle non proposée à l'épandage
par les exploitants

Epandages soumis à conditions
(type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 4

Venère
Cugney
Bonboillon
Tromarey
Chancey
Hugier

M16b
T01
M16a
M1
M12
M17
M14
M13a
M13b

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 5

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 5

Vadans
Chevigney
Valay
La Résie-Saint-Martin
Chaumercenne
Montagney
Motey-Besuche

T15
T17
B12
B13b
B13a
B14
G6
B10
B6
G4
G3
B8

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 6

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 6

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 — 250 — 500 — 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 7

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 7

Avrigney-Virey

Tromarey

M15

Hugier

Cult

T06a

T06b

Réseau hydrographique

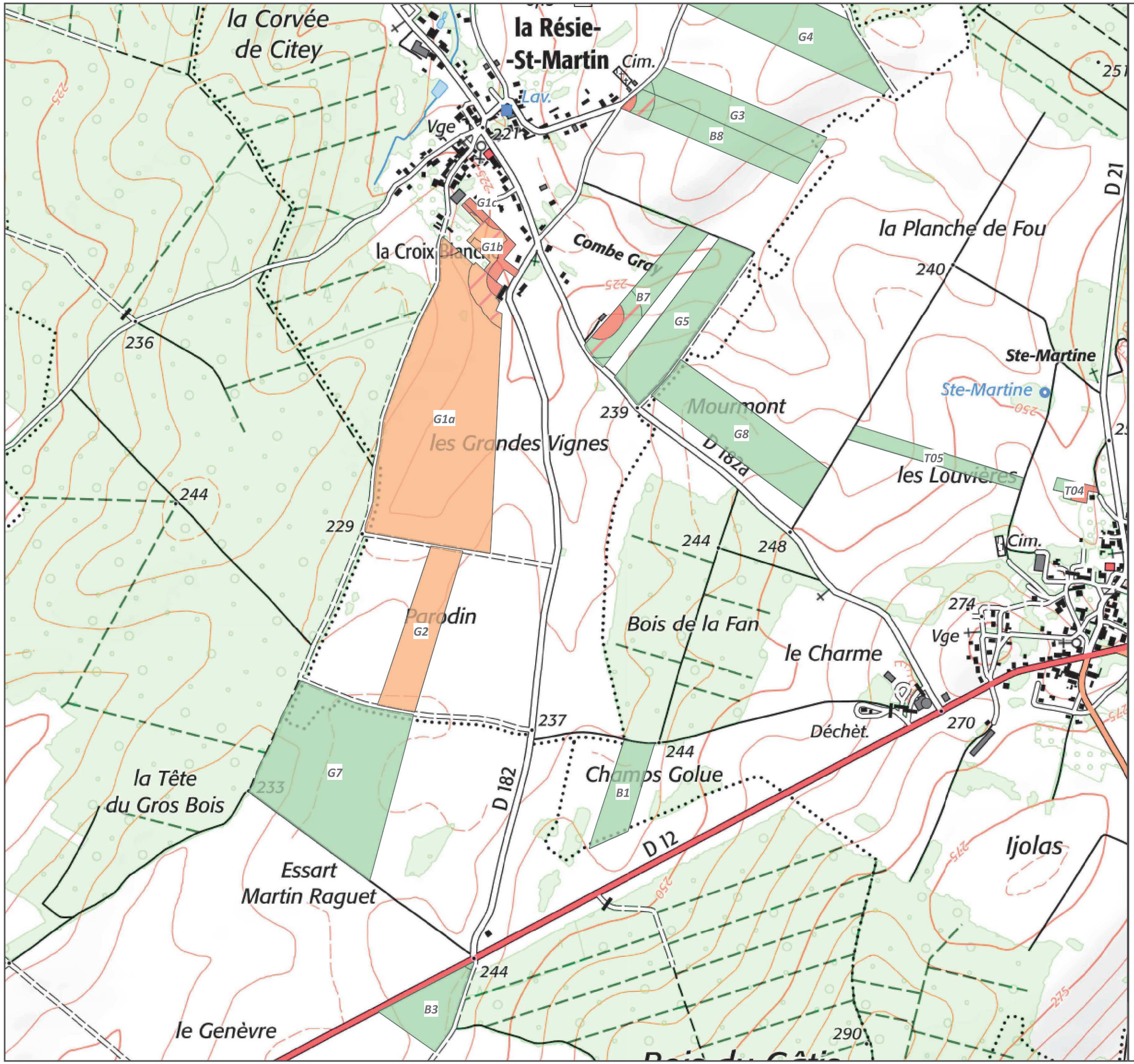
- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 8

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 8

Valay
La Résie-Saint-Martin
Sauvigney-lès-Pesmes
Chaumercenne
Pesmes
Bard-lès-Pesmes

G4
G3
B8
G1c
G1b
B7
G5
G1a
G8
T05
T04
G2
G7
B1
B3

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 9

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 9

Chancey
Motey-Besuche
Montagney
Hugier
Sornay

T10
V12
T24
V11
T20b
T20a
T21a
T21b
T32
T35
T22a
T22b
V10a
V10b
V9b
V9a
V8
G15

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 10

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 10

Cult
T08
T19c
T19a
T19b
Marnay
Bay
Chenevrey-et-Morogne
G17

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 11

Réseau hydrographique

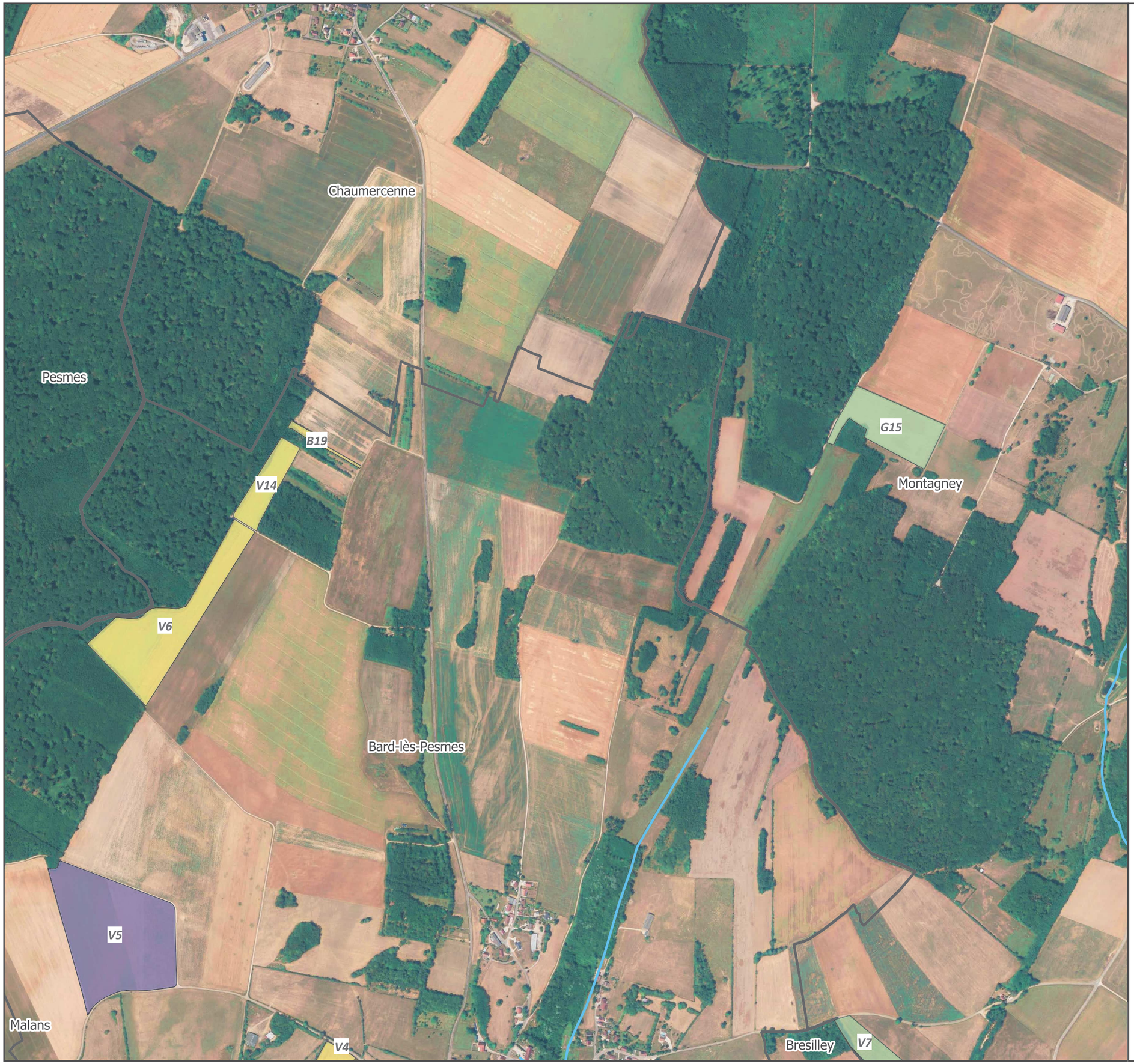
- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 11

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 12

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 12

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 13

Réseau hydrographique

Cours d'eau (permanent)

Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

Aptes toute l'année
si bonnes conditions de praticabilité

Préférer les épandages
du printemps à l'automne

Préférer les épandages
au plus près du besoin des plantes

Préférer les épandages
hors période hivernale

Epandages interdits pour raisons
règlementaires ou agropédologiques

Parcelle non proposée à l'épandage
par les exploitants

Epandages soumis à conditions
(type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 13

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 — 250 — 500 — 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 14

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 14



Réseau hydrographique

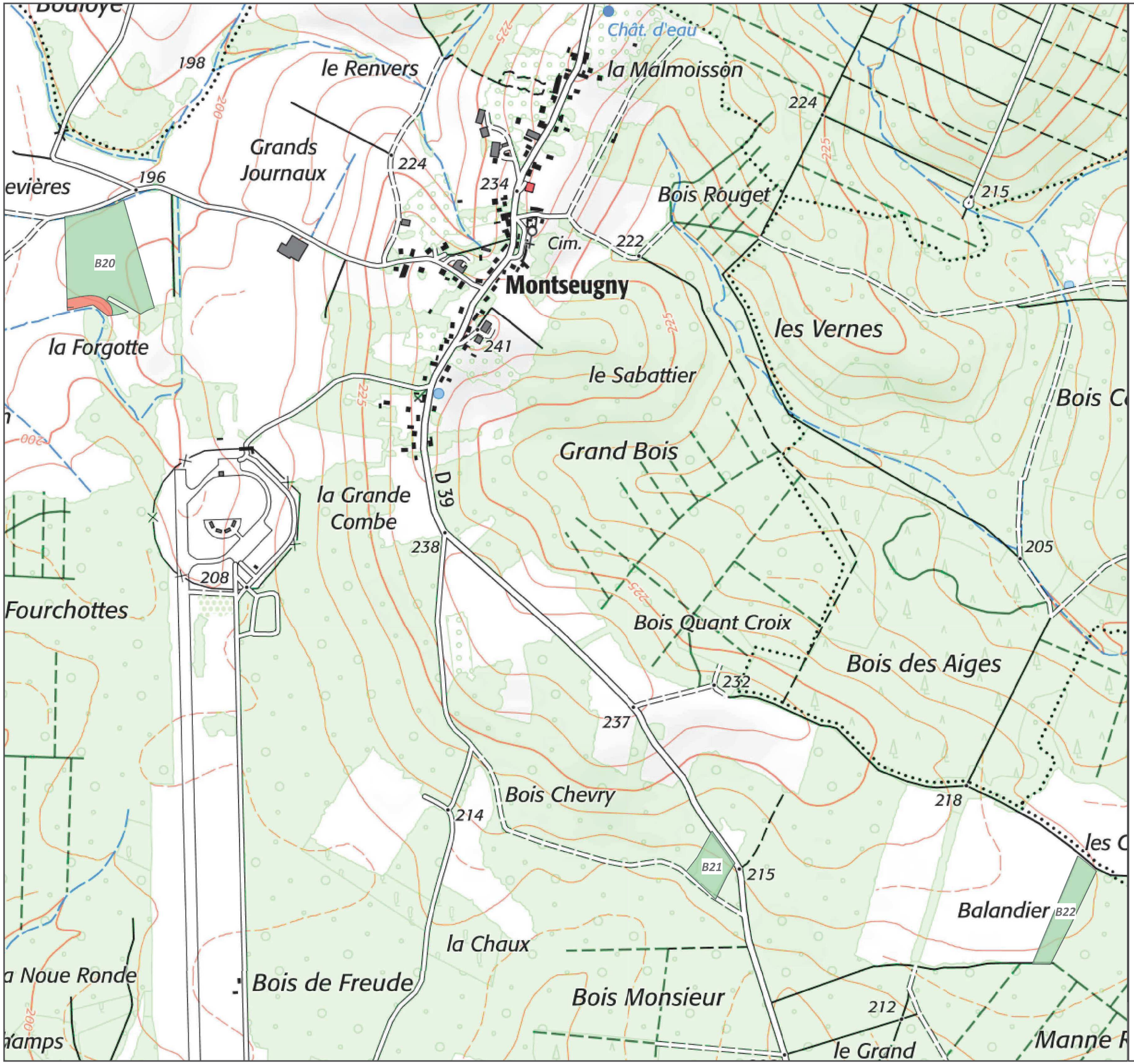
- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 — 250 — 500 — 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 15

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 15

Germigney

Vadans

Broye-Aubigney-Montseugny

La Grande-Résie

B20

B21

B22

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 16

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite



CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-SAÔNE

TARDY METHANISATION
70140 VALAY

Plan d'épandage
Echelle : 1/10 000 ème

Carte d'aptitude 16

Réseau hydrographique

- Cours d'eau (permanent)
- Fossé (temporaire)

Aptitude TARDY METHANISATION

- Aptes toute l'année si bonnes conditions de praticabilité
- Préférer les épandages du printemps à l'automne
- Préférer les épandages au plus près du besoin des plantes
- Préférer les épandages hors période hivernale
- Epandages interdits pour raisons règlementaires ou agropédologiques
- Parcelle non proposée à l'épandage par les exploitants
- Epandages soumis à conditions (type d'effluent / mode d'épandage)

0 250 500 750 m

BDORTHO® - © IGN-Paris 2024
Scan 25® - © IGN-Paris 2021
Reproduction interdite

PARCELLAIRE EPANDABLE : TABLEAU DE SYNTHESE

PARCELLAIRE EPANDABLE : TABLEAU DE SYNTHESE

Commune	Exploitation	îlot PAC	N° parcelle carto	Surface parcelle	Surface en TL et PT	Surface en PP	Catégorie de sol dominante	Aptitude à l'épandage	Apte à l'épandage de produits liquides	Motifs d'exclusions en toutes lettres	Surfaces exclues sur TL et PT	Surfaces exclues sur PP	Surfaces comprises entre 50 et 100m des tiers soumises à conditions	Surfaces aptes pour fumiers	Surfaces aptes pour liquides épandus au pendillards	Surfaces aptes pour liquides épandus avec système buse/palette
BARD-LÈS-PESMES (70048)	BREUILLARD Eric	19	B19	0,30	0,00	0,30	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	0,30	0,30	0,30
BARD-LÈS-PESMES (70048)	SCEA DE LA VALLEE	14	V14	1,66	1,66	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	1,66	1,66	1,66
BARD-LÈS-PESMES (70048)	SCEA DE LA VALLEE	4	V4	5,04	5,04	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI	Tiers	1,19	0,00	1,16	3,85	3,85	2,69
BARD-LÈS-PESMES (70048)	SCEA DE LA VALLEE	5	V5	8,99	8,99	0,00	APP / ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,00	0,00	0,00	8,99	8,99	8,99
BARD-LÈS-PESMES (70048)	SCEA DE LA VALLEE	6	V6	5,93	5,93	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	5,93	5,93	5,93
Total BARD-LÈS-PESMES (70048)				**21,92**	**21,62**	**0,30**					**1,19**	**0,00**	**1,16**	**20,73**	**20,73**	**19,57**
BONBOILLON (70075)	MEUNIER Vincent	1	M1	5,61	5,61	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	5,61	5,61	5,61
BONBOILLON (70075)	MEUNIER Vincent	14	M14	0,74	0,74	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers, Cimetiere	0,54	0,00	0,20	0,20	0,20	0,00
BONBOILLON (70075)	MEUNIER Vincent	16	M16a	10,99	10,99	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	10,99	10,99	10,99
BONBOILLON (70075)	MEUNIER Vincent	16	M16b	8,00	8,00	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	8,00
BONBOILLON (70075)	MEUNIER Vincent	17	M17	6,35	6,35	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,00	0,00	0,07	6,35	6,35	6,28
Total BONBOILLON (70075)				**31,69**	**31,69**	**0,00**					**0,54**	**0,00**	**0,27**	**31,15**	**31,15**	**30,88**
BRESILLEY (70092)	SCEA DE LA VALLEE	2	V2	1,29	0,00	1,29	/	Rouge - Epandages interdits	NON	plan d'eau	0,00	1,29	0,00	0,00	0,00	0,00
Total BRESILLEY (70092)				**1,29**	**0,00**	**1,29**					**0,00**	**1,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	BREUILLARD Eric	20	B20	5,46	5,46	0,00	MHV	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Cours d'eau	0,38	0,00	0,00	5,08	5,08	5,08
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	BREUILLARD Eric	21	B21	1,18	0,00	1,18	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	1,18	1,18	1,18
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	BREUILLARD Eric	22	B22	1,64	0,00	1,64	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	1,64	1,64	1,64
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	10	G10	2,29	2,29	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	2,29	2,29	2,29
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	11	G11	0,42	0,00	0,42	/	Rouge - Epandages interdits	NON	Tiers, Cours d'eau	0,00	0,42	0,00	0,00	0,00	0,00
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	12	G12	3,24	3,24	0,00	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Cours d'eau	0,33	0,00	0,00	2,91	2,91	2,91
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	13	G13	6,35	6,35	0,00	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,68	0,00	0,00	5,67	5,67	5,67
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	9	G9a	13,29	13,29	0,00	MHP / FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Cours d'eau	0,42	0,00	0,00	12,87	12,87	12,87
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	9	G9b	2,27	2,27	0,00	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	0,00	0,00	2,27	2,27	2,27
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	9	G9c	0,68	0,68	0,00	FHV / APV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Cours d'eau	0,35	0,00	0,00	0,33	0,33	0,33
BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)	EARL DU GATY	9	G9d	0,65	0,00	0,65	MHP / APV	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,43	0,00	0,22	0,22	0,22
Total BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY (70101)				**37,47**	**33,58**	**3,89**					**2,16**	**0,85**	**0,00**	**34,46**	**34,46**	**34,46**
CHAMPTONNAY (70124)	MEUNIER Vincent	2	M2	2,43	2,43	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,53	0,00	0,00	1,90	1,90	1,90
CHAMPTONNAY (70124)	MEUNIER Vincent	3	M3	0,75	0,00	0,75	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,24	0,46	0,51	0,51	0,05
Total CHAMPTONNAY (70124)				**3,18**	**2,43**	**0,75**					**0,53**	**0,24**	**0,46**	**2,41**	**2,41**	**1,95**
CHANCEY (70126)	SARL TARDY	2	T02	3,58	3,58	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	3,58	3,58	3,58
CHANCEY (70126)	SARL TARDY	3	T03	6,39	6,39	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,11	0,00	0,54	6,28	6,28	5,74
CHANCEY (70126)	SARL TARDY	33	T33	0,54	0,00	0,54	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,05	0,54	0,54	0,49
CHANCEY (70126)	SARL TARDY	34	T34	0,18	0,00	0,18	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	NON	Tiers	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00
Total CHANCEY (70126)				**10,69**	**9,97**	**0,72**					**0,11**	**0,18**	**0,59**	**10,40**	**10,40**	**9,81**
CHAUMERCENNE (70142)	BREUILLARD Eric	1	B1	2,35	2,35	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	2,35	2,35	2,35
CHAUMERCENNE (70142)	EARL DU GATY	8	G8	6,41	6,41	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	6,41	6,41	6,41
CHAUMERCENNE (70142)	SARL TARDY	4	T04	0,45	0,45	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,25	0,00	0,20	0,20	0,20	0,00
CHAUMERCENNE (70142)	SARL TARDY	5	T05	1,84	1,84	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	1,84	1,84	1,84
Total CHAUMERCENNE (70142)				**11,05**	**11,05**	**0,00**					**0,25**	**0,00**	**0,20**	**10,80**	**10,80**	**10,60**

PARCELLAIRE EPANDABLE : TABLEAU DE SYNTHESE

Commune	Exploitation	îlot PAC	N° parcelle carto	Surface parcelle	Surface en TL et PT	Surface en PP	Catégorie de sol dominante	Aptitude à l'épandage	Apte à l'épandage de produits liquides	Motifs d'exclusions en toutes lettres	Surfaces exclues sur TL et PT	Surfaces exclues sur PP	Surfaces comprises entre 50 et 100m des tiers soumises à conditions	Surfaces aptes pour fumiers	Surfaces aptes pour liquides épandus au pendillards	Surfaces aptes pour liquides épandus avec système buse/palette
CULT (70193)	SARL TARDY	6	T06a	6,78	6,78	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser - dans le PPE de la Source de la grande Fontaine	OUI		0,00	0,00	0,35	6,78	6,78	6,43
CULT (70193)	SARL TARDY	6	T06b	1,08	1,08	0,00	ATSP	Rouge - Epandages interdits - Affleurements - Dans le PPE de la Source de la grande Fontaine	NON		1,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CULT (70193)	SARL TARDY	8	T08	0,96	0,00	0,96	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	0,96	0,96	0,96
CULT (70193)	SARL TARDY	19	T19a	6,51	6,51	0,00	APP/ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,00	0,00	0,00	6,51	6,51	6,51
CULT (70193)	SARL TARDY	19	T19b	2,44	0,00	2,44	ATSP	Rouge - Epandages interdits - Affleurements	NON		0,00	2,44	0,00	0,00	0,00	0,00
CULT (70193)	SARL TARDY	19	T19c	2,44	0,00	2,44	ATSP	Rouge - Epandages interdits - Affleurements	NON		0,00	2,44	0,00	0,00	0,00	0,00
Total CULT (70193)				**20,21**	**14,37**	**5,84**					**1,08**	**4,88**	**0,35**	**14,25**	**14,25**	**13,90**
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	BREUILLARD Eric	6	B6	4,84	0,00	4,84	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	4,84	4,84	4,84
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	BREUILLARD Eric	7	B7	3,03	3,03	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,38	0,00	0,96	2,65	2,65	1,69
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	BREUILLARD Eric	8	B8	3,50	3,50	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,10	0,00	0,34	3,40	3,40	3,06
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	1	G1a	20,96	20,96	0,00	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Tiers	0,14	0,00	0,94	20,82	20,82	19,88
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	1	G1b	1,24	0,00	1,24	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Tiers	0,00	0,51	0,66	0,73	0,73	0,07
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	1	G1c	0,15	0,15	0,00	/	Rouge - Epandages interdits	NON	Tiers, verger	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	2	G2	4,26	4,26	0,00	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	0,00	0,00	4,26	4,26	4,26
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	3	G3	3,84	3,84	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,05	3,84	3,84	3,79
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	4	G4	7,31	7,31	0,00	APP / FHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	7,31	7,31	7,31
LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)	EARL DU GATY	5	G5	5,24	5,24	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	5,24	5,24	5,24
Total LA RÉSIE-SAINT-MARTIN (70444)				**54,37**	**48,29**	**6,08**					**0,77**	**0,51**	**2,95**	**53,09**	**53,09**	**50,14**
LIEUCOURT (70302)	BREUILLARD Eric	2	B2	2,03	2,03	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Cours d'eau	0,23	0,00	0,00	1,80	1,80	1,80
LIEUCOURT (70302)	SARL TARDY	7	T07a	10,57	10,57	0,00	APP/MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		5,42	0,00	1,70	5,15	5,15	3,45
LIEUCOURT (70302)	SARL TARDY	7	T07b	10,57	10,57	0,00	APP/MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		5,42	0,00	1,70	5,15	5,15	3,45
LIEUCOURT (70302)	SARL TARDY	9	T09	4,61	4,61	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année - Dans le PPE du captage de Fontaine Ronde	OUI		0,00	0,00	0,00	4,61	4,61	4,61
LIEUCOURT (70302)	SARL TARDY	16	T16	1,96	1,96	0,00	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		1,10	0,00	0,00	0,86	0,86	0,86
Total LIEUCOURT (70302)				**29,74**	**29,74**	**0,00**					**12,17**	**0,00**	**3,40**	**17,57**	**17,57**	**14,17**
MARNAY (70334)	EARL DU GATY	17	G17	0,99	0,99	0,00	APV	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,00	0,00	0,01	0,99	0,99	0,98
Total MARNAY (70334)				**0,99**	**0,99**	**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,99**	**0,99**	**0,98**
MONTAGNEY (70353)	EARL DU GATY	15	G15	3,27	3,27	0,00	MHV	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	3,27	3,27	3,27
MONTAGNEY (70353)	SCEA DE LA VALLEE	7	V7	3,91	3,91	0,00	APP / APV	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,04	0,00	0,39	3,87	3,87	3,48
Total MONTAGNEY (70353)				**7,18**	**7,18**	**0,00**					**0,04**	**0,00**	**0,39**	**7,14**	**7,14**	**6,75**
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	10	T10	0,55	0,00	0,55	ATSP	Rouge - Epandages interdits	NON		0,00	0,55	0,00	0,00	0,00	0,00
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	20	T20a	6,33	0,00	6,33	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI	Tiers	0,00	2,36	0,11	3,97	3,97	3,86
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	21	T21a	7,55	7,55	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	7,55	7,55	7,55
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	21	T21b	2,46	0,00	2,46	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	2,46	2,46	2,46
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	22	T22a	7,54	0,00	7,54	APP/ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,00	1,37	1,74	6,17	6,17	4,43
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	22	T22b	3,50	3,50	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	3,50	3,50	3,50
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	24	T24	5,28	5,28	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	5,28	5,28	5,28
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	32	T32	0,99	0,99	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	0,99	0,99	0,99
MOTEY-BESUCHE (70374)	SARL TARDY	35	T35	1,07	0,00	1,07	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,00	0,64	0,42	0,43	0,43	0,01

PARCELLAIRE EPANDABLE : TABLEAU DE SYNTHESE

Commune	Exploitation	îlot PAC	N° parcelle carto	Surface parcelle	Surface en TL et PT	Surface en PP	Catégorie de sol dominante	Aptitude à l'épandage	Apte à l'épandage de produits liquides	Motifs d'exclusions en toutes lettres	Surfaces exclues sur TL et PT	Surfaces exclues sur PP	Surfaces comprises entre 50 et 100m des tiers soumises à conditions	Surfaces aptes pour fumiers	Surfaces aptes pour liquides épandus au pendillards	Surfaces aptes pour liquides épandus avec système buse/palette
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	10	V10a	5,58	5,58	0,00	APP / ASP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	1,60	0,00	1,55	3,98	3,98	2,43
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	10	V10b	0,22	0,00	0,22	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	NON	Tiers, Cours d'eau	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	11	V11	10,73	10,73	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	10,73	10,73	10,73
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	12	V12	11,07	11,07	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	11,07	11,07	11,07
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	8	V8	8,71	8,71	0,00	ASP / APP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,00	0,00	0,00	8,71	8,71	8,71
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	9	V9a	7,64	7,64	0,00	APP / APV	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Cours d'eau	0,63	0,00	0,17	7,01	7,01	6,84
MOTEY-BESUCHE (70374)	SCEA DE LA VALLEE	9	V9b	1,65	0,00	1,65	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Cours d'eau	0,00	0,02	0,00	1,63	1,63	1,63
Total MOTEY-BESUCHE (70374)				**80,87**	**61,05**	**19,82**					**2,23**	**5,16**	**3,99**	**73,48**	**73,48**	**69,49**
PESMES (70408)	BREUILLARD Eric	3	B3	2,68	2,68	0,00	APV	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,00	0,00	0,03	2,68	2,68	2,65
PESMES (70408)	EARL DU GATY	14	G14	1,69	0,00	1,69	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	0,00	0,00	1,69	1,69	1,69
PESMES (70408)	EARL DU GATY	7	G7	13,93	13,93	0,00	APV	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	13,93	13,93	13,93
PESMES (70408)	SCEA DE LA VALLEE	1	V1a	5,97	5,97	0,00	MHP / ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,00	0,00	0,00	5,97	5,97	5,97
PESMES (70408)	SCEA DE LA VALLEE	1	V1b	0,17	0,17	0,00	/	Rouge - Epandages interdits	NON	Bosquet	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total PESMES (70408)				**24,44**	**22,75**	**1,69**					**0,17**	**0,00**	**0,03**	**24,27**	**24,27**	**24,24**
TROMAREY (70509)	MEUNIER Vincent	12	M12	2,52	2,52	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	2,52	2,52	2,52
TROMAREY (70509)	MEUNIER Vincent	13	M13a	6,78	6,78	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,42	6,78	6,78	6,36
TROMAREY (70509)	MEUNIER Vincent	13	M13b	0,78	0,00	0,78	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	0,78	0,78	0,78
TROMAREY (70509)	MEUNIER Vincent	15	M15	6,19	6,19	0,00	ASP / APP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,00	0,00	0,00	6,19	6,19	6,19
Total TROMAREY (70509)				**16,27**	**15,49**	**0,78**					**0,00**	**0,00**	**0,42**	**16,27**	**16,27**	**15,85**
VADANS (70510)	BREUILLARD Eric	9	B9	5,90	0,00	5,90	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	0,00	0,00	5,90	5,90	5,90
VADANS (70510)	SARL TARDY	11	T11	0,32	0,00	0,32	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	0,03	0,00	0,29	0,29	0,29
Total VADANS (70510)				**6,22**	**0,00**	**6,22**					**0,00**	**0,03**	**0,00**	**6,19**	**6,19**	**6,19**
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	10	B10	5,41	5,41	0,00	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,61	0,00	0,00	4,80	4,80	4,80
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	11	B11	3,30	3,30	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Cours d'eau	0,86	0,00	0,00	2,44	2,44	2,44
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	12	B12	0,56	0,56	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	0,56	0,56	0,56
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	13	B13a	24,31	24,31	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	24,31	24,31	24,31
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	13	B13b	0,60	0,00	0,60	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	0,60	0,60	0,60
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	14	B14	2,98	2,98	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	2,98	2,98	2,98
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	15	B15	1,51	0,00	1,51	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	0,79	0,70	0,72	0,72	0,02
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	16	B16	12,71	0,00	12,71	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI		0,00	4,28	2,74	8,43	8,43	5,69
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	17	B17	0,73	0,00	0,73	FHP	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Tiers	0,00	0,69	0,04	0,04	0,04	0,00
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	18	B18	0,45	0,00	0,45	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne	OUI	Tiers, Cours d'eau	0,00	0,42	0,03	0,03	0,03	0,00
VALAY (70514)	BREUILLARD Eric	23	B23	0,10	0,00	0,10	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Tiers	0,00	0,04	0,06	0,06	0,06	0,00
VALAY (70514)	EARL DU GATY	6	G6	0,88	0,88	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	0,88	0,88	0,88
VALAY (70514)	SARL TARDY	12	T12a	7,01	7,01	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,87	0,00	0,00	6,14	6,14	6,14
VALAY (70514)	SARL TARDY	12	T12b	0,21	0,00	0,21	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	0,21	0,21	0,21

PARCELLAIRE EPANDABLE : TABLEAU DE SYNTHESE

Commune	Exploitation	îlot PAC	N° parcelle carto	Surface parcelle	Surface en TL et PT	Surface en PP	Catégorie de sol dominante	Aptitude à l'épandage	Apte à l'épandage de produits liquides	Motifs d'exclusions en toutes lettres	Surfaces exclues sur TL et PT	Surfaces exclues sur PP	Surfaces comprises entre 50 et 100m des tiers soumises à conditions	Surfaces aptes pour fumiers	Surfaces aptes pour liquides épandus au pendillards	Surfaces aptes pour liquides épandus avec système buse/palette
VALAY (70514)	SARL TARDY	13	T13a	19,74	19,74	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Tiers	0,44	0,00	0,64	19,30	19,30	18,66
VALAY (70514)	SARL TARDY	13	T13b	7,00	7,00	0,00	MHP/ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,20	0,00	0,62	6,80	6,80	6,18
VALAY (70514)	SARL TARDY	13	T13c	7,00	7,00	0,00	MHP/ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI		0,20	0,00	0,62	6,80	6,80	6,18
VALAY (70514)	SARL TARDY	14	T14a	5,32	5,32	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	5,32	5,32	5,32
VALAY (70514)	SARL TARDY	14	T14b	5,93	5,93	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	5,93	5,93	5,93
VALAY (70514)	SARL TARDY	14	T14c	4,46	4,46	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	4,46	4,46	4,46
VALAY (70514)	SARL TARDY	14	T14d	25,40	25,40	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	25,40	25,40	25,40
VALAY (70514)	SARL TARDY	15	T15	8,87	8,87	0,00	APP/ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture Dans le PPE de la source de la Tourouge	OUI	Tiers	1,03	0,00	2,72	7,84	7,84	5,12
VALAY (70514)	SARL TARDY	17	T17	2,52	0,00	2,52	FHV	Orange - Préférer les épandages de la fin du printemps au début de l'automne ; Dans le PPE de la source de la Tourouge	OUI	Tiers	0,00	2,40	0,12	0,12	0,12	0,00
VALAY (70514)	SARL TARDY	18	T18	0,33	0,00	0,33	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,00	0,31	0,02	0,02	0,02	0,00
VALAY (70514)	SARL TARDY	23	T23	0,14	0,14	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	0,14	0,14	0,14
VALAY (70514)	SARL TARDY	25	T25	6,12	0,00	6,12	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI	Tiers	0,00	2,63	0,06	3,49	3,49	3,43
VALAY (70514)	SARL TARDY	26	T26	9,98	0,00	9,98	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols En partie dans le PPE de la source de la Tourouge	OUI		0,00	3,45	1,13	6,53	6,53	5,40
VALAY (70514)	SARL TARDY	27	T27a	4,57	4,57	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Tiers, Cours d'eau	0,28	0,00	0,37	4,29	4,29	3,92
VALAY (70514)	SARL TARDY	27	T27b	3,88	3,88	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Cours d'eau	0,34	0,00	0,00	3,54	3,54	3,54
VALAY (70514)	SARL TARDY	27	T27c	5,07	0,00	5,07	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Tiers	0,00	0,54	0,16	4,53	4,53	4,37
VALAY (70514)	SARL TARDY	27	T27d	1,08	1,08	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Tiers, Cours d'eau	0,74	0,00	0,00	0,34	0,34	0,34
Total VALAY (70514)				**178,17**	**137,84**	**40,33**					**5,57**	**15,55**	**10,03**	**157,05**	**157,05**	**147,02**
VELESMES-ÉCHEVANNE (70528)	EARL DU GATY	16	G16	2,11	2,11	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI	Tiers	0,64	0,00	1,07	1,47	1,47	0,40
Total VELESMES-ÉCHEVANNE (70528)				**2,11**	**2,11**	**0,00**					**0,64**	**0,00**	**1,07**	**1,47**	**1,47**	**0,40**
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	10	M10	0,92	0,92	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI	Tiers, plan d'eau	0,13	0,00	0,00	0,79	0,79	0,79
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	11	M11	1,10	1,10	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,10	0,00	0,38	1,00	1,00	0,62
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	4	M4a	6,40	6,40	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	0,00	0,00	6,40	6,40	6,40
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	4	M4b	5,94	5,94	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,39	0,00	0,00	5,55	5,55	5,55
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	4	M4c	1,55	1,55	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI	Cours d'eau, Fossé	1,08	0,00	0,00	0,47	0,47	0,47
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	4	M4d	3,91	0,00	3,91	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,00	1,53	0,00	2,38	2,38	2,38
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	4	M4e	4,79	4,79	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,01	0,00	0,00	4,78	4,78	4,78
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	5	M5	1,61	1,61	0,00	MHP	Vert - Epandage possible presque toute l'année en fonction de la praticabilité des sols	OUI		0,01	0,00	0,28	1,60	1,60	1,32
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	6	M6	3,94	3,94	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	3,94	3,94	3,94
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	7	M7	1,22	1,22	0,00	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI		0,00	0,00	0,00	1,22	1,22	1,22
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	8	M8	1,21	0,00	1,21	ASP	Jaune - Préférer les épandages au plus près de la culture à fertiliser	OUI	Tiers	0,00	0,37	0,59	0,84	0,84	0,25
VENÈRE (70542)	MEUNIER Vincent	9	M9	12,10	12,10	0,00	MHP / ASP	Violet - Préférer des épandages au plus près des besoins de la culture	OUI	Tiers	0,36	0,00	1,42	11,74	11,74	10,32
VENÈRE (70542)	SARL TARDY	1	T01	3,29	3,29	0,00	APP	Vert - Epandage possible toute l'année	OUI		0,00	0,00	0,00	3,29	3,29	3,29
Total VENÈRE (70542)				**47,98**	**42,86**	**5,12**					**2,08**	**1,90**	**2,67**	**44,00**	**44,00**	**41,33**
Total des parcellaires mis à disposition				**585,84**	**493,01**	**92,83**					**29,53**	**30,59**	**27,99**	**525,72**	**525,72**	**497,73**

ANNEXES

ANNEXE 1 : EFFLUENTS D'ELEVAGE : CALENDRIERS D'EPANDAGE 12
ANNEXE 2 : REGLES DE DISTANCES D'EPANDAGE POUR LES ICPE 14
ANNEXE 3 : RAPPELS REGLEMENTAIRES ARRETE DU 10 NOVEMBRE 2009 15
ANNEXE 4 : DUP DES CAPTAGE 17
ANNEXE 5 : CONVENTIONS D'ECHANGE.....19

ANNEXE 1 : EFFLUENTS D'ELEVAGE : CALENDRIERS D'EPANDAGE

Extrait de la plaquette "Les mesures du 7e programme d'Actions Nitrates dans les zones vulnérables de la région Bourgogne-Franche-Comté – Version 1.2 – Décembre 2024".
Il est OBLIGATOIRE de respecter ces règles pour les parcelles situées en zone vulnérable, et recommandé pour les parcelles hors zone vulnérable.

Classement des fertilisants azotés :

	Caractéristiques	Exemples
Type 0	Produits organiques caractérisés par une organisation nette à moyen terme de l'azote	Boues de papeterie, marcs de raisins frais, composts de déchets verts jeunes et ligneux
Type I.a	Produits organiques à minéralisation d'azote très lente et contenant une faible quantité d'azote minéral	Fumiers compacts non susceptibles d'écoulement (FCNSE) Composts d'effluents d'élevage, sauf composts de fientes de volailles Composts matures de déchets verts, composts d'ordures ménagères résiduelles, composts de marcs de raisins Composts de fractions solides de digestats de méthanisation
Type I.b	Produits organiques à minéralisation d'azote lente et contenant une quantité limitée d'azote minéral	Fumiers hors FCNSE, sauf fumiers de volaille Composts de MIATE (matières d'intérêt agronomique issues du traitement des eaux) mélangées à un support carboné, composts de biodéchets
Type II	Produits organiques à minéralisation d'azote rapide ou contenant une quantité importante d'azote minéral	Déjections animales sans litière (lisiers bovins,porcins, volailles) ; fumier et fientes de volailles Digestats bruts de méthanisation, fractions liquides des digestats de méthanisation
Type III	Produits azotés minéraux et uréiques de synthèse (y compris en fertirrigation)	Ammonitrate

GRANDES CULTURES	TYPE DE FERTILISANTS	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JAN.	FÉV.	MARS À JUIN
Culture principale (autre que colza) récoltée l'année suivante (dont cultures d'automne)	I									
	II									
	III									
Colza, récolté l'année suivante	I									
	II									
	III			❶						
Culture principale implantée dans l'année en cours, récoltée avant la fin de l'année, et non suivie d'une culture implantée dans la même année (dont cultures de printemps)	I.a									
	I.b									
	II		❷						❸	
	III	❹								

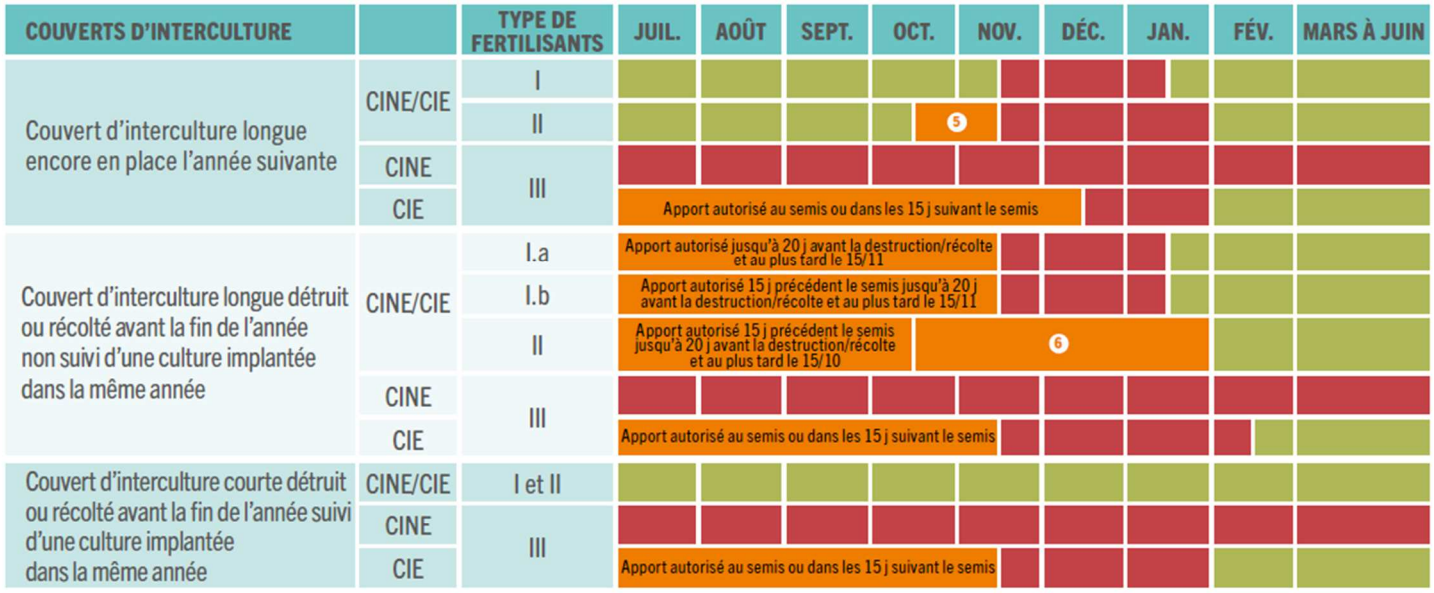
❶ Un apport d'un maximum de 30 unités d'azote supplémentaires sous forme minérale, en végétation à partir du stade « 4 feuilles » est possible entre le 1er septembre et le 15 octobre, dans les situations où la disponibilité en azote du sol pendant l'automne est limitée, c'est-à-dire dans les cas où :

- il n'est pas réalisé d'apport de fertilisant azoté de types 0, I.a, I.b et II avant le 1er septembre correspondant à plus de 30 unités d'azote efficaces
- et où le semis du colza est réalisé avant le 25 août
- et où au moins une des conditions suivantes est respectée :
  - implantation du colza après un précédent céréale à pailles avec résidus de culture enfouis et fréquence historique d'apport de fertilisants de types 0, Ia, Ib et II inférieure à une année sur trois
  - ou sols à faible disponibilité en azote.

❷ En présence d'une culture, l'épandage d'effluents peu chargés en fertirrigation est autorisé jusq'au 31 août, dans la limite de 50 kg/N/ha efficace en été à compter du 1er juillet. L'azote efficace en été est défini comme la somme de l'azote présent dans l'effluent peu chargé sous forme minérale et sous forme organique minéralisable entre le 1er juillet et le 31 août.

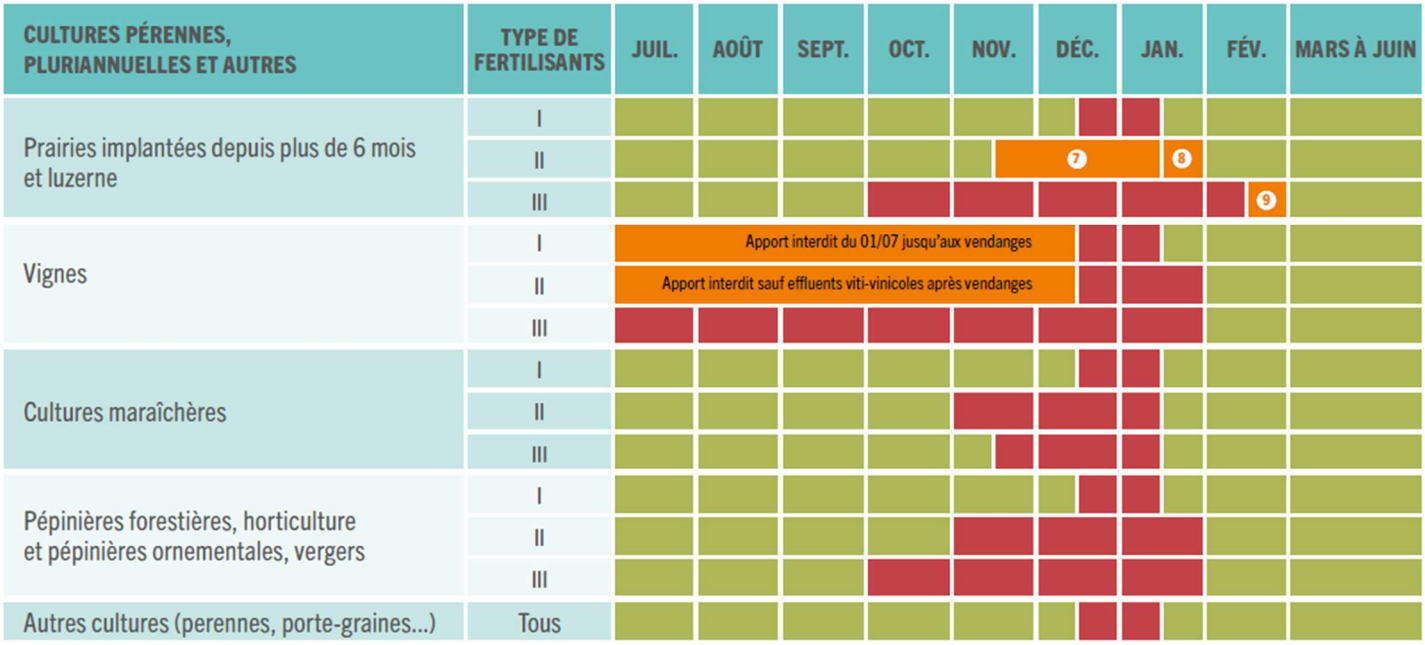
❸ Interdiction sur Maïs en Haute-Saône et Territoire de Belfort.

❹ En présence d'une culture irriguée, l'apport de fertilisants de type III est autorisé jusqu'au 15 juillet et, sur maïs irrigué, jusqu'au stade du brunissement des soies de maïs.



5 L'épandage après le 15 octobre d'effluents peu chargés issus d'élevage est possible jusqu'au 15 novembre. Ces apports sont limités à 20 kg/N/ha potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver. Ces apports rentrent dans le calcul du plafonnement des apports à compter de la récolte du précédent du couvert d'interculture, fixé à 70 kg/N potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver.

6 L'épandage après le 15 octobre d'effluents peu chargés issus d'élevage est possible jusqu'à 20 jours avant la récolte ou la destruction du couvert d'interculture. Ces apports sont limités à 20 kg/N/ha potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver. Ces apports rentrent dans le calcul du plafonnement des apports à compter de la récolte du précédent du couvert d'interculture, fixé à 70 kg/N potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver.



7 L'épandage des effluents peu chargé est autorisé en période d'interdiction dans la limite de 20 kg/N/ha potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver à compter du 15 novembre. L'azote potentiellement libéré jusqu'en sortie d'hiver est défini comme la somme de l'azote présent dans l'effluent peu chargé sous forme minérale et sous forme organique minéralisable entre le 15 novembre et le 15 janvier.

8 Interdiction en Haute-Saône et Territoire de Belfort.

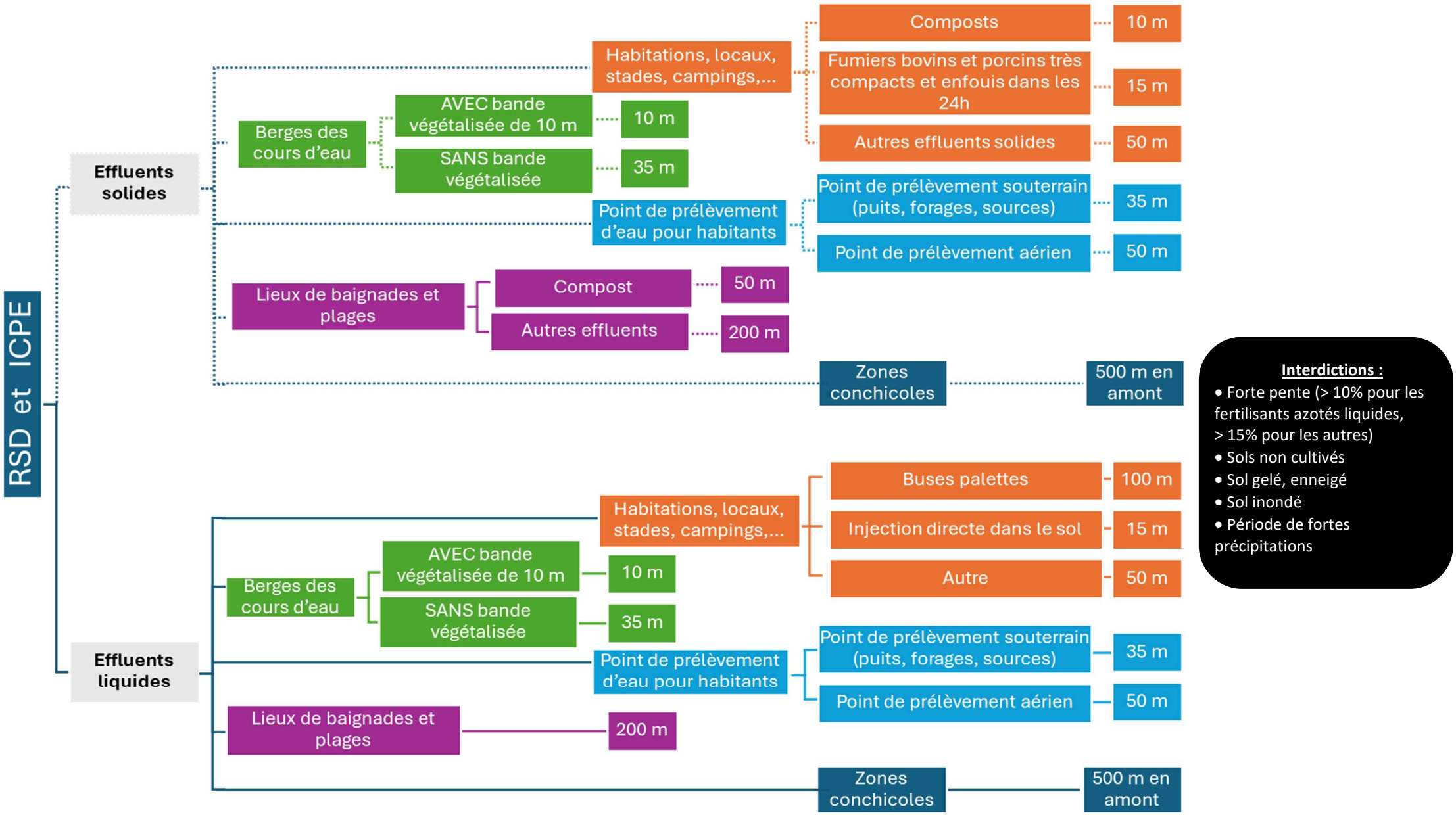
9 Interdiction dans les zones de montagne définies au titre de l'article D.113-14 du code rural (1 commune en Côte-d'Or, 5 dans le Doubs, 4 en Saône-et-Loire).

ÉPANDAGE AUTORISÉ

EPANDAGE INTERDIT, SAUF CONDITIONS PARTICULIÈRES

ÉPANDAGE INTERDIT

Annexe 2 : Regles de distances d'epandage pour les ICPE



Interdictions :

- Forte pente (> 10% pour les fertilisants azotés liquides, > 15% pour les autres)
- Sols non cultivés
- Sol gelé, enneigé
- Sol inondé
- Période de fortes précipitations

ANNEXE 3 : RAPPELS REGLEMENTAIRES ARRETE DU 10 NOVEMBRE 2009

Arrêté du 10/11/09 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1
(JO n° 274 du 26 novembre 2009))

[Extrait]

5.8. Epandage du digestat

Dans le cas d'une unité de méthanisation ne traitant que des effluents d'élevage et des matières végétales brutes issues d'une seule exploitation agricole, les conditions d'épandage du digestat sont celles prévues par la réglementation qui s'applique à cette exploitation. Le plan d'épandage initial doit être mis à jour pour tenir compte du changement de nature de l'effluent. La méthode d'épandage est alors adaptée pour limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.
Dans les autres cas, l'épandage du digestat respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole :

a) Le digestat épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

b) En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du digestat, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. À défaut, il identifie les installations de traitement du digestat auxquelles il peut faire appel.

c) Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique du digestat au regard des paramètres définis à l'annexe II, l'aptitude du sol à le recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement.
L'étude préalable comprend notamment :

- la caractérisation du digestat à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique) ;
- la description des caractéristiques des sols, notamment au regard des paramètres définis à l'annexe II ;
- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage ;

d) Un plan d'épandage est réalisé, constitué :

- d'une carte à une échelle minimum de 1/12 500 permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point f "Règles d'épandages".
  Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ;
- d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, la superficie totale et la superficie épandable.

e) Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. La fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses, sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses. S'il apparaît nécessaire de renforcer la protection des eaux, le préfet peut fixer les quantités épandables d'azote et de phosphore à ne pas dépasser.

f) Règles d'épandage :

L'épandage est effectué par enfouissement direct, par pendillards ou par un dispositif équivalent permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac. Il est interdit :

- à moins de 50 mètres de toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, cette distance étant réduite à 15 mètres en cas d'enfouissement direct ;
- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux publics de baignades et des plages, à moins de 500 mètres en amont des pisciculturesetdes zones conchylicoles ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau, cette limite étant réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente, sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau, sur les sols pris en masse par le gel ou enneigés, sur les sols inondés ou détrempés, sur les sols non utilisés en vue d'une production agricoles ;
- pendant les périodes de forte pluviosité.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

g) Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte, pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues, les surfaces effectivement épandues, les dates d'épandages, la nature des cultures, les volumes et la nature de toutes les matières épandues, les quantités d'azote épandues, toutes origines confondues, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. En outre, chaque fois que le digestat est épandu sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, le cahier d'épandage comprend un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre.

Ce bordereau établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage, comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote épandues.

ANNEXE 4 : DUP DES CAPTAGE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

AGENCE REGIONALE DE SANTE

DEPARTEMENT : santé-environnement
G:\SENV\COURRIER\2010\ARRETE et CODERST\CELLULE EAU\997 arrete protection CHARCENNE.doc

ARRETE ARS/2012 n° 2043 du 25 OCT. 2012

Portant déclaration d'utilité publique :
- de la dérivation des eaux souterraines à partir des *Forages sur la Creuse ancien* et *nouveau*,
- de l'instauration des périmètres de protection autour de ces captages.

Autorisant la commune de CHARCENNE à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine.

Portant autorisation de prélèvement d'eau.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

VU la Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code d'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-14 ;
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin des eaux Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;
VU le code de l'environnement et notamment son article L.215-13 sur la dérivation des eaux et L.214-1 et suivants ;
VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et L.1321-10 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;
VU la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
VU la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
VU la loi de santé publique n°2004-806 du 9 août 2004 ;
VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème) et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
VU le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée susvisée ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
VU le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2327 du 14 août 2007 portant dérogation à la procédure d'autorisation prévue par le code de la santé publique, en vue de la mise en service du forage sur la Creuse pour alimenter la commune de CHARCENNE en eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2034 du 25 octobre 2012 autorisant le syndicat des eaux de la Grande Fontaine à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine ;

VU la délibération du 18 février 2011 par laquelle la commune de CHARCENNE a engagé la procédure d'autorisation et de protection de ses ressources ;

VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 27 mars 2012 au 14 avril 2012 conformément à l'arrêté préfectoral n°320 du 24 février 2012 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 2 mai 2012 ;

VU le rapport de la directrice générale de l'agence régionale de santé du 12 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 19 octobre 2012 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

<u>Article 1.</u> OBJET DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de CHARCENNE la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux de captages et ceux liés à la protection ainsi que les périmètres de protection instaurés autour des deux ouvrages de prélèvement suivants :

Forage sur la Creuse ancien :

- d'indice de classement national : 04725X0038/F
- de coordonnées Lambert II étendu :
  X = 859,705
  Y = 2 269,415
  Z = 228 m
  de coordonnées Lambert 93
  X = 909477
  Y = 6700678
  Z = 228 m
- implanté sur la parcelle cadastrée n°207, section AA, au lieudit "*Vigne des Prés*", sur le territoire de la commune de CHARCENNE.

Forage sur la Creuse nouveau :

- d'indice de classement national : 04725X0028/F
- de coordonnées Lambert II étendu :
  X = 859,700
  Y = 2 269,410
  Z = 228 m
  de coordonnées Lambert 93
  X = 909472
  Y = 6700673
  Z = 228 m

- implanté sur la parcelle cadastrée 207, section AA, au lieudit "*Vigne des Prés*", sur le territoire de CHARCENNE.

Article 2. CARACTERISTIQUES DES PRELEVEMENTS

La commune de CHARCENNE est autorisée à dériver les eaux souterraines à partir des deux ouvrages cités à l'article 1 dans les conditions suivantes :

- le volume journalier total maximal prélevé est de 1 000 m^3/jour,
- le volume annuel total maximal prélevé est de 300 000 m^3/an.

Article 3. OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT

3.1 – Conditions d'exploitation

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.
Les ouvrages et leurs annexes doivent être maintenus en parfait état d'entretien et répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.
La commune de CHARCENNE prend toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir tout risque de pollution par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

3.2 – Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et des installations de prélèvement

Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication avec des eaux de surface et notamment de ruissellement.
En cas de cessation définitive des prélèvements, la commune de CHARCENNE en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation des prélèvements.
Les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

Article 4. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La commune s'assure de l'entretien régulier des ouvrages utilisés pour les prélèvements, de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.
Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.
Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la commune doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident.
La commune est tenue de laisser libre accès aux installations aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L.216-4 du code de l'environnement et L.1324-1 du code de la santé publique, et aux officiers de police judiciaire.

Article 5. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS

Les installations sont pourvues de compteurs volumétriques permettant de connaître les volumes prélevés dans le milieu naturel et mis en distribution. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.
Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus et contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

SECTION II : AUTORISATION DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Article 6. AUTORISATION

La commune de CHARCENNE est autorisée à produire et distribuer en vue de la consommation humaine l'eau issue des deux ouvrages cités à l'article 1 ainsi que d'un achat d'eau au syndicat des eaux de la Grande Fontaine.
Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de prélèvement, de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration au préalable au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet. Le préfet fait connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande doit être déposée.
La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du préfet. Cette nouvelle ressource ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle de l'eau distribuée.
La commune est tenue de fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Article 7. CONDITIONS D'EXPLOITATION

La commune de CHARCENNE doit se conformer en tous points aux dispositions du code de la santé publique et des règlements pris en application de celui-ci, pour ce qui concerne :

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruptions de distribution, dérogations ;
- l'information et conseils aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation des produits et procédés de traitement ;
- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distribution.

Article 8. CONTROLE SANITAIRE

La commune doit se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini par le code de la santé publique.
Les frais d'analyse et les frais de prélèvement sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés en application du code de la santé publique.
La commune tient à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui sont mis à la disposition des agents chargés du contrôle.

Article 9. QUALITE DE L'EAU

La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.
Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux brutes fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application peut entraîner la révision de la présente autorisation.
Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place. Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.
Le préfet se réserve le droit, à tout moment, selon les résultats des analyses :

- d'augmenter ou de diminuer la fréquence du contrôle sanitaire ;
- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire ;

- de suspendre l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.

L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau en vue de la consommation humaine est interdite.

Article 10. INSTALLATION DE TRAITEMENT

L'eau destinée à la consommation humaine à partir des ouvrages cités à l'article 1 subit, avant sa mise en distribution, un traitement automatique et continu de filtration sur membranes et de désinfection. Elle fait l'objet d'un traitement complémentaire de déferrisation, et de démanganisation autant que de besoin.

Les conditions d'utilisation des différents produits de traitement, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux sont consignés dans le carnet sanitaire cité à l'article 8.

Le préfet peut imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses de l'eau brute, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.

Article 11. INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés à la mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;
- les synthèses commentées que peut établir l'agence régionale de santé sous la forme de bilans sanitaires pour une période déterminée.

SECTION III : PERIMETRES DE PROTECTION

Article 12. PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour des captages cités à l'article 1 les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté. Les servitudes suivantes sont prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.

Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au maire de CHARCENNE, à l'exploitant des ouvrages, à l'autorité sanitaire et au service chargé de la police des eaux souterraines.

Tout projet dans les limites des périmètres de protection et susceptible de nuire à la qualité de l'eau doit être porté à la connaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de la préservation de la qualité des eaux.

12.1 – Périmètre de protection immédiate

Un périmètre de protection immédiate (PPI) unique est défini autour des captages cités à l'article 1, conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Il appartient en pleine propriété à la commune de CHARCENNE et doit le demeurer.

Le PPI est clôturé par un grillage rigide haut de 2 mètres, ancré au sol et muni d'un portail fermant à clé.

A l'intérieur du PPI :

- toutes les activités autres que celles nécessitées par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages sont interdites ;
- le terrain est régulièrement débroussaillé pour permettre l'accès permanent aux ouvrages et éviter la détérioration de la maçonnerie et de la clôture ;
- aucune servitude de droit de passage, vis à vis de tiers, ne peut-être accordée ou maintenue.

En limite de PPI, des panneaux signalent l'existence des captages utilisés pour l'alimentation humaine et informent sur la sensibilité du milieu.

12.2 – Périmètres de protection rapprochée

Trois périmètres de protection rapprochée (PPR) satellites sont définis pour les ouvrages cités à l'article 1, conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Interdictions :

- ✓ la création de tout sondage, forage, captage et de toute prise d'eau, temporaire ou permanente sauf au bénéfice de la commune de CHARCENNE ou du syndicat des eaux de la Grande Fontaine,
- ✓ la création et l'exploitation de plans d'eau,
- ✓ la création ou l'extension de bâtiments même provisoires autres que ceux destinés à l'exploitation du captage,
- ✓ les stockages et dépôts de toute nature, qu'ils soient temporaires ou permanents,
- ✓ la création et l'exploitation de campings,
- ✓ la création ou l'extension de cimetière,
- ✓ l'exploitation de carrière,
- ✓ l'exploitation d'installation classée au titre de la protection de l'environnement,
- ✓ le rejet d'eaux usées domestiques non traitées (by-pass, surverse de déversoirs d'orages),
- ✓ le rejet d'eaux usées industrielles non traitées,
- ✓ le rejet d'eaux usées issues des installations autonomes de traitement des eaux usées,
- ✓ les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- ✓ les canalisations d'eaux usées industriels, d'hydrocarbures et de produits chimiques liquides,
- ✓ l'exploitation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement,
- ✓ le drainage agricole,
- ✓ l'épandage d'effluents organiques liquides (lisiers, purins, fumiers, boues issues du traitement des eaux usées),
- ✓ l'épandage de pesticides,
- ✓ la mise en culture des terrains actuellement en prairie permanente,
- ✓ l'affouragement et l'agrainage du gibier,
- ✓ l'installation d'aires de débardage,
- ✓ les coupes blanches des surfaces boisées,
- ✓ le traitement du bois stocké,
- ✓ l'installation d'aires de parkings.

Réglementation :

L'exploitation de bassin d'infiltration d'eaux pluviales ou d'eaux issues du traitement des eaux usées domestiques fait l'objet d'une étude d'impact hydrogéologique préalable et est soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé.

La création ou la modification d'installations de maraîchage, de serres, de pépinières fait l'objet d'une étude d'impact hydrogéologique préalable.

Le remblaiement de fouilles et de tranchées est réalisé à l'aide de matériaux inertes.

Les canalisations d'eaux usées seront étanches. Un procès verbal d'étanchéité sera dressé avant mise en service des conduites, qui feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant.

Les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22 novembre 1993).

L'exploitation de station d'épuration des eaux usées, de lagunage et de bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains est soumise à un programme d'auto-surveillance de la qualité chimique et microbiologique des effluents rejetés établi par l'exploitant et soumis pour avis à la préfecture.

L'exploitation des bois et forêts se fera par récolte des arbres parvenus à maturité, les haies, bosquets y seront maintenus.

L'ouverture de fouilles, de tranchées, d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et s'accompagne de mesures permettant d'éviter la pollution de la nappe.

12.3 – Périmètres de protection éloignée

Un périmètre de protection éloignée (PPE) est défini pour les ouvrages cités à l'article 1, conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Réglementation :

Les dépôts de produits chimiques, d'hydrocarbures et produits inflammables, d'engrais, de pesticides, de purin, de lisier, de déchets seront réalisés sur des aires étanches de capacité suffisante dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet.

Les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22 novembre 1993).

Les stockages et dépôts d'eaux usées, d'effluents et de tous produits polluants liquides (hydrocarbures, pesticides, purins, lisiers, fertilisants...) seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munis de bassins de rétention étanches dont la capacité correspondra au stockage.

Pour tous les nouveaux travaux de voiries, les eaux pluviales devront être collectées et transiteront par un bassin de rétention avant de rejoindre le milieu récepteur.

Toute création de captage ou forage sera soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Article 13. DELAIS

Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues aux articles 12.1 et 12.2 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification individuelle du présent arrêté.
Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

Article 14. SERVITUDES

Sont instituées au profit de la commune de CHARCENNE les servitudes citées à l'article 12 grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.
La commune indemnisera les propriétaires, les détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection des captages cités à l'article 1, conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Article 15. MODIFICATION D'ACTIVITE, D'INSTALLATION A L'INTERIEUR DES PERIMETRES

Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout propriétaire ou responsable d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui veut y apporter une quelconque modification doit faire connaître son intention au préfet, concernant notamment :

- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il doit fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.
Le préfet peut prescrire une étude hydrogéologique, aux frais du pétitionnaire.
Le préfet fait connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

SECTION IV : MISE EN CONFORMITE

Article 16. MISE EN CONFORMITE
Les études et les travaux de mise en conformité, notamment ceux visés aux articles 10 et 12 sont à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 24 mois à compter de la date de publication du présent arrêté.
Le procès-verbal de réception des travaux doit être adressé à l'agence régionale de santé.

SECTION V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17. ABROGATION
L'arrêté préfectoral n°2327 du 14 août 2007 portant dérogation à la procédure d'autorisation prévue par le code de la santé publique, en vue de la mise en service du forage sur la Creuse pour alimenter la commune de CHARCENNE en eau destinée à la consommation humaine est abrogé.

Article 18. RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRÊTE
Les maires de CHARCENNE, AUTOREILLE et AVRIGNEY-VIREY sont responsables du respect de l'application du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Article 19. DUREE DE VALIDITE
Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages restent en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

Article 20. DELAIS D'EXPROPRIATION
Les expropriations éventuelles doivent être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 21.
Le maire de CHARCENNE ne peut s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité, ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'il aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :
- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Article 22.
Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par les articles L.1324-1 A et B du code de la santé publique.

Article 23.
Le présent arrêté :
- est opposable après avoir été :
  - ✓ affiché en mairies de CHARCENNE, AUTOREILLE et AVRIGNEY-VIREY pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents, par les soins du préfet et aux frais de la commune de CHARCENNE, dans deux journaux diffusés dans le département,
  - ✓ notifié individuellement, par les soins de la commune de CHARCENNE, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée ;
- est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône ;

- est inséré dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an à compter de l'affichage en mairies du présent arrêté ;
- est conservé par les maires de CHARCENNE, AUTOREILLE et AVRIGNEY-VIREY qui délivrent à toute personne en faisant la demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 24. RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (direction générale de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 Paris) dans les deux mois suivant la notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé. Cette requête doit être accompagnée de la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts.

Article 25.

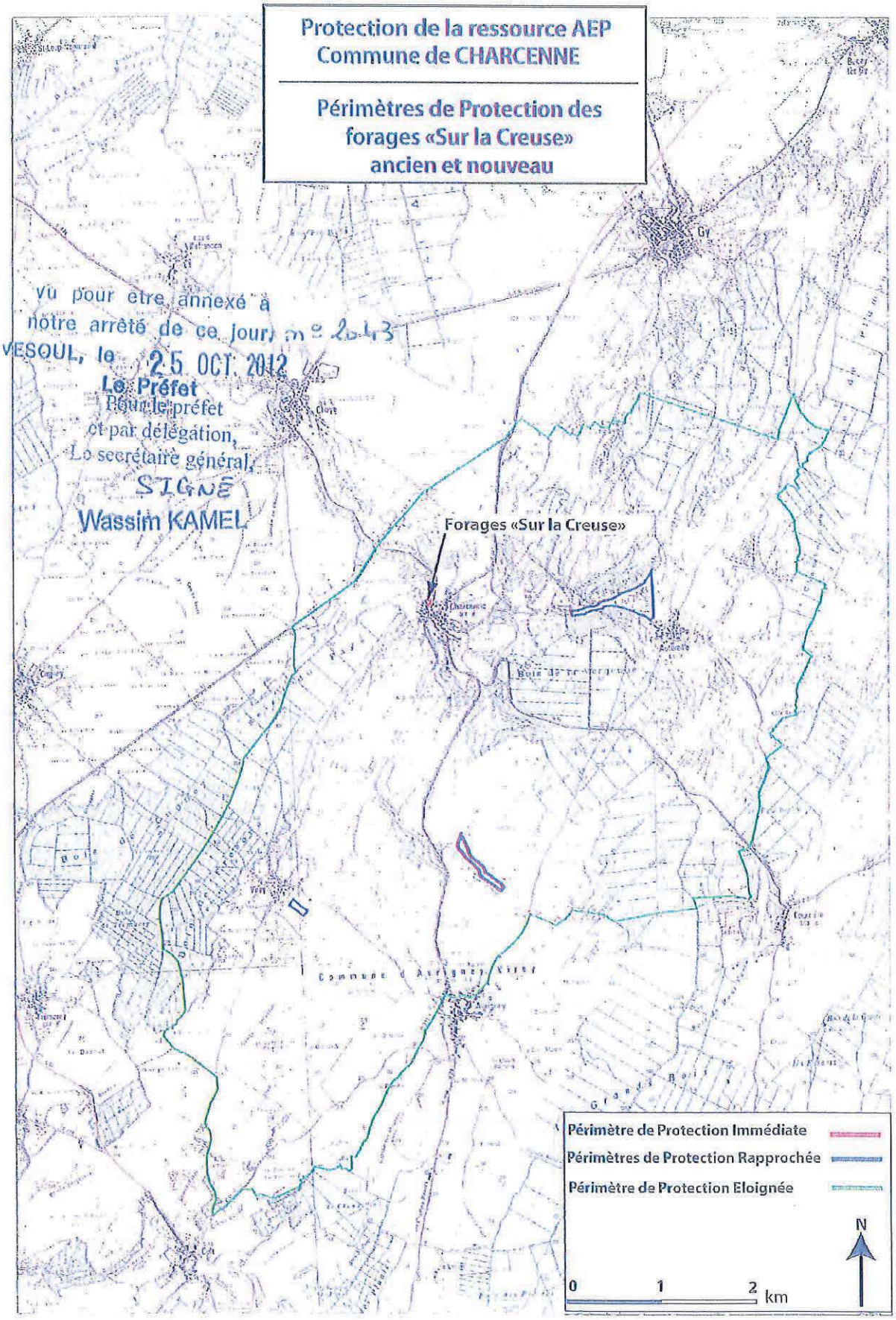
Le secrétaire général de la préfecture, la directrice générale de l'agence régionale de santé et les maires de Charcenne, AUTOREILLE et AVRIGNEY-VIREY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé :

- à la directrice départementale des territoires ;
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement ;
- au délégué régional de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- au directeur du bureau de la recherche géologique et minière (BRGM) de DIJON ;
- au président du conseil général de la Haute-Saône ;
- au président de la chambre d'agriculture de le Haute-Saône.

A Vesoul, le 25 OCT. 2012

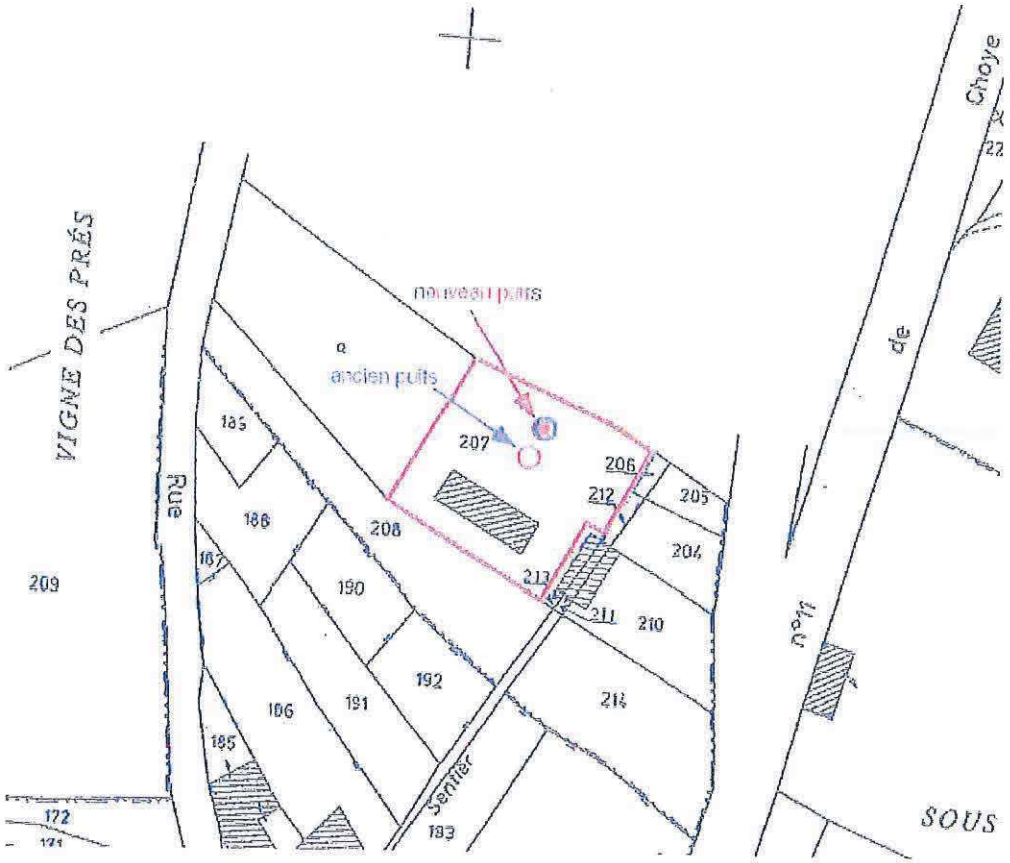
Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général,

Wassim KAMEL


Protection de la ressource AEP
Commune de CHARCENNE
Périmètres de Protection des forages «Sur la Creuse» ancien et nouveau
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour n° 2043
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet et par délégation, Le secrétaire général,
SIGNÉ
Wassim KAMEL
Forages «Sur la Creuse»
Périmètre de Protection Immédiate
Périmètres de Protection Rapprochée
Périmètre de Protection Eloignée
N
0
1
2
km

Périmètre de Protection Immédiate

Echelle : 1 / 1000



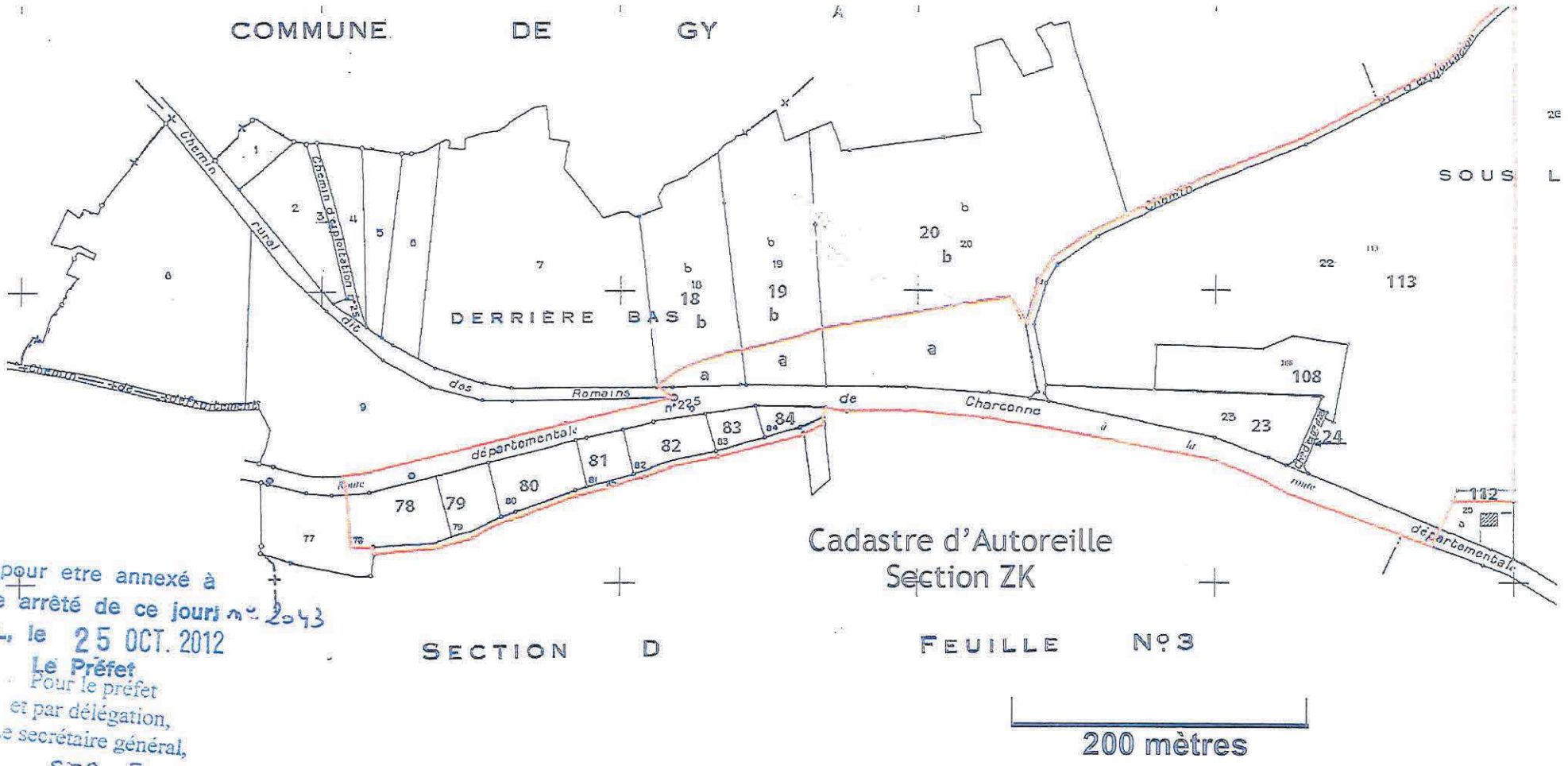
Parcelle 207, partie "b", section AA du cadastre de Charcenne
Surface : environ 820 m².

Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour. n° 2043
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNE.

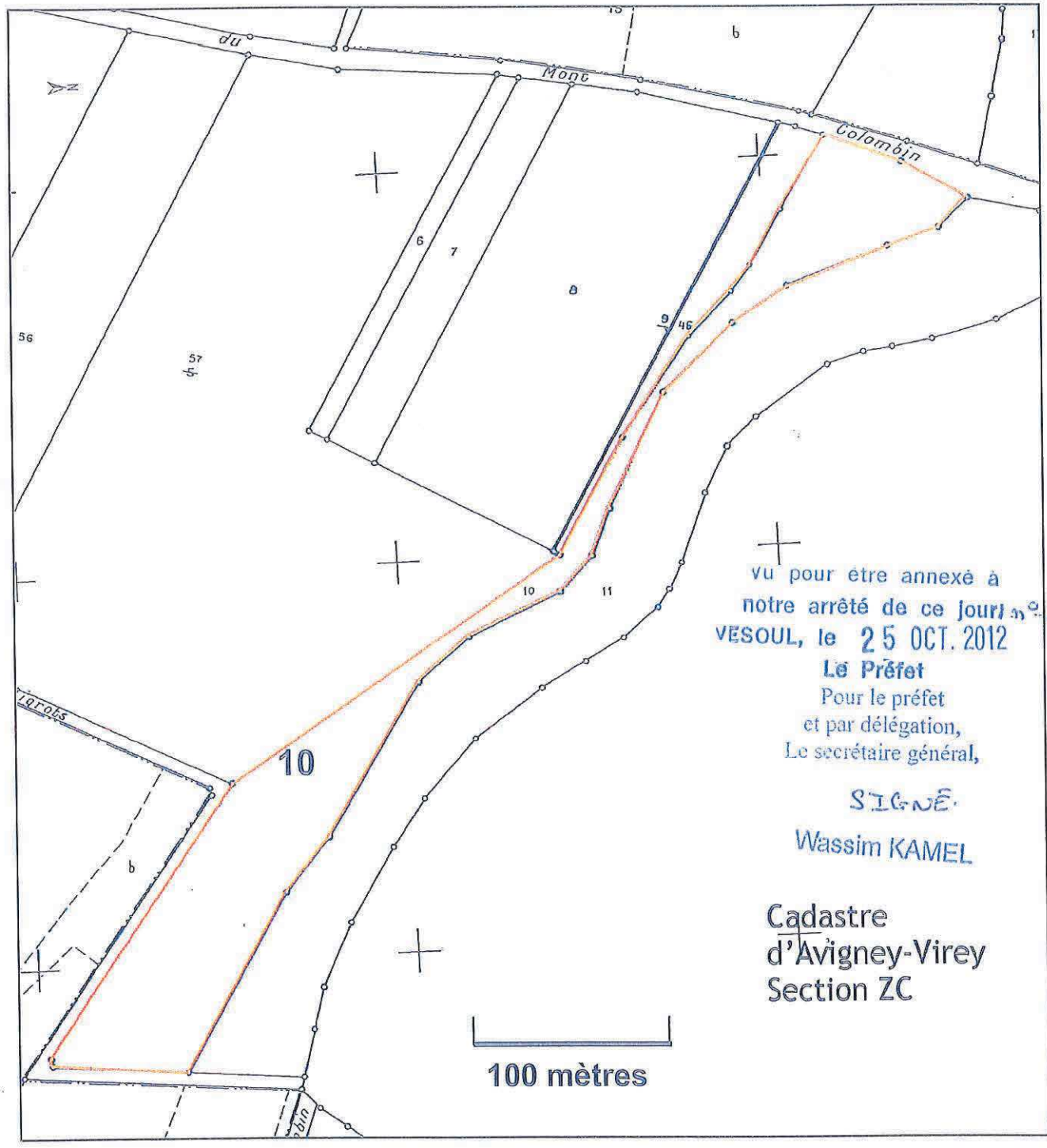
Wassim KAMEL

Périmètre de Protection Rapprochée - Commune d'Autoreille

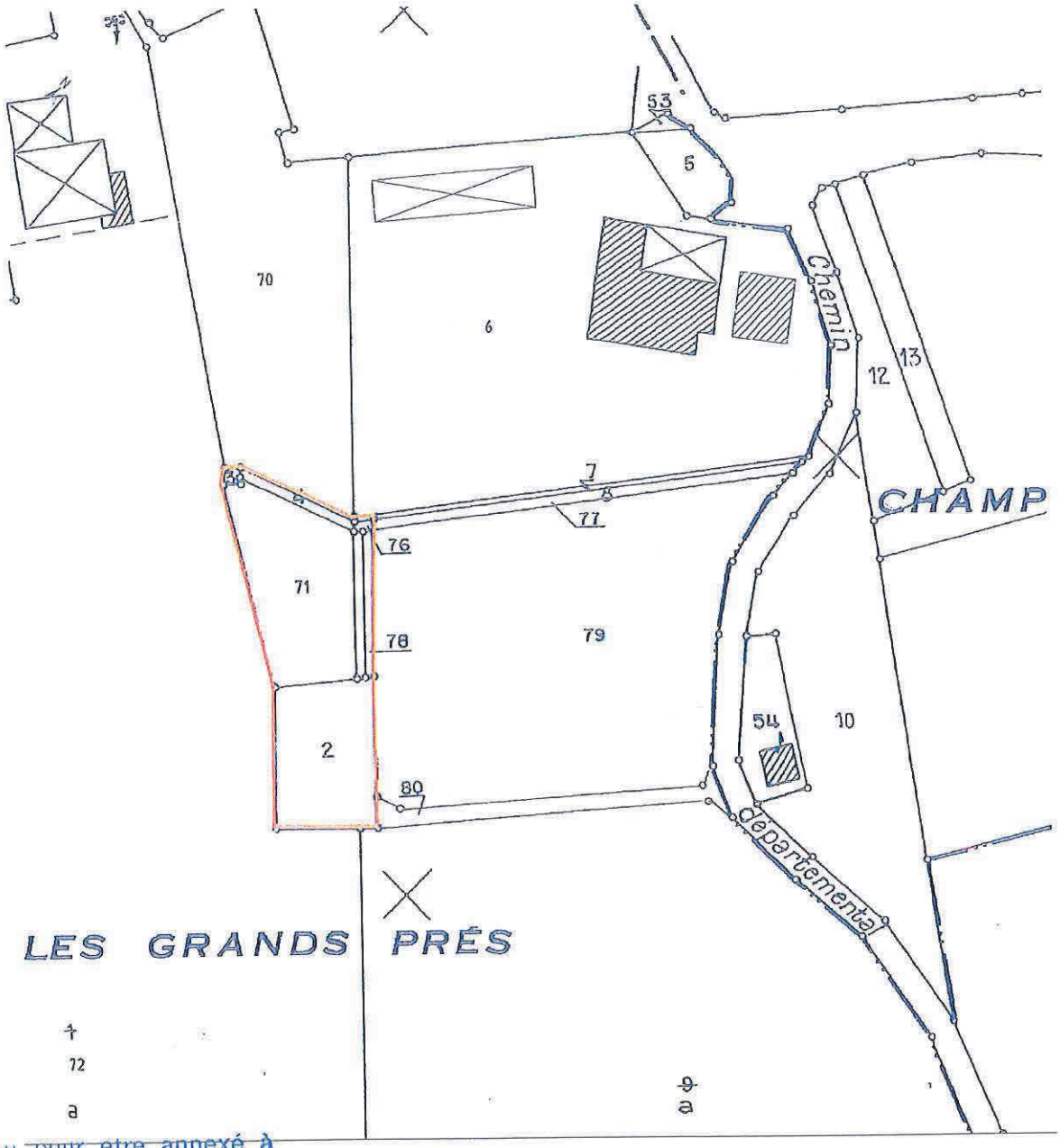


Vu pour etre annexé à
notre arrêté de ce jour n° 2043
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
SIGNÉ
Wassim KAMEL

Périmètre de Protection Rapprochée - Avrigney -



Périmètre de Protection Rapprochée - Virey



Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour n° 2043
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
SIGNE.
Wassim KAMEL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

ARRETE ARS/SE/2015 n° 2015-216 du 11 JUIN 2015

Modifiant l'arrêté préfectoral n°2034 du 25 octobre 2012 portant déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux souterraines à partir du captage de la Grande Fontaine,
- de l'instauration des périmètres de protection autour de ce captage.

Portant autorisation de prélèvement d'eau.

Autorisant le syndicat des eaux de la Grande Fontaine à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin des eaux Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 20 novembre 2009,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7, L.1321-10 et R.1321-12,

VU la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi de santé publique n°2004-806 du 09 août 2004,

VU le décret n°2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires),

VU décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine,

VU l'arrêté préfectoral n°2034 du 25 octobre 2012 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines à partir du captage de la Grande Fontaine et de l'instauration des périmètres de protection autour de ce captage, portant autorisation de prélèvement d'eau et autorisant le syndicat des eaux de la Grande Fontaine à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine,

VU l'inadaptation du système de traitement actuel et la présence récurrente d'un excès de pesticides dans l'eau distribuée,

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er. TRAITEMENT COMPLEMENTAIRE

L'article 10 de l'arrêté n°2034 du 25 octobre 2012 est remplacé par l'article suivant :

« **Article 10. INSTALLATION DE TRAITEMENT**

L'eau destinée à la consommation humaine à partir de l'ouvrage cité à l'article 1 subit, avant sa mise en distribution, un traitement automatique et continu de clarification, de filtration membranaire, de filtration sur charbon actif et de désinfection.

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine met en place un analyseur en continu de la teneur en chlore résiduel dans l'eau produite.

Les conditions d'utilisation des différents produits de traitement, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux sont consignés dans le carnet sanitaire cité à l'article 8.

Le préfet peut imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses de l'eau brute, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau. »

Article 2. DELAIS

Les travaux de mise en conformité visés à l'article 1er sont à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 24 mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Le procès-verbal de réception des travaux doit être adressé à l'autorité sanitaire.

Article 3. RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRÊTE

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine est responsable du respect de l'application du présent arrêté.

Article 4. DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que la source de la Grande Fontaine reste en exploitation.

Article 5.

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine ne peut s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité, ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'elle aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Article 6.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par les articles L.1324-1 A et B du code de la santé publique.

Article 7.

Le présent arrêté :

- est opposable après avoir été, par les soins et à la charge du syndicat des eaux de la Grande Fontaine affiché en mairie d'AVRIGNEY-VIREY pendant une durée de deux mois ;
- est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.
- est conservé par le président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine qui délivre à toute personne en faisant la demande, les informations qui y sont rattachées

Article 8. RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 Paris) dans les deux mois suivant la notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 9.

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé par intérim et le président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera adressé :

- au président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine ;
- au directeur général de l'agence régionale de santé par intérim ;
- à la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au directeur départemental des territoires par intérim ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté ;
- au délégué régional de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- au directeur du bureau de la recherche géologique et minière (BRGM) de DIJON ;
- au président du conseil départemental de la Haute-Saône ;
- au président de la chambre d'agriculture de la Haute-Saône

A Vesoul, le 1er JUIN 2015

Le Préfet,

Pour le préfet,
et par délégation,
le secrétaire général,

Luc CHOUCHKAIEFF

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

AGENCE REGIONALE DE SANTE

DEPARTEMENT : santé-environnement

G:\SENV\COURRIER\2011\ARRETE ET CODERST\CELLULE EAU\383 Arrêté protection SIAEP DE LA GRANDE FONTAINE.doc

ARRETE ARS/SE/2012 n° 2034 du 25 OCT. 2012

Portant déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux souterraines à partir du captage *de la Grande Fontaine*,
- de l'instauration des périmètres de protection autour de ce captage.

Portant autorisation de prélèvement d'eau.

Autorisant le syndicat des eaux de la Grande Fontaine à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

VU la directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-14 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin des eaux Rhône Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et L.1321-10 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.215-13 sur la dérivation des eaux et L.214-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;

VU la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi de santé publique n°2004-806 du 9 août 2004 ;

VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème) et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée susvisée ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

VU le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine et mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU la délibération du 12 février 2010 par laquelle le syndicat des eaux de la Grande Fontaine a décidé de mener à son terme la procédure d'autorisation et de protection de sa ressource en eau ;

VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 27 mars au 14 avril 2012 inclus conformément à l'arrêté préfectoral n°321 du 24 février 2012 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 3 mai 2012 ;

VU le rapport de la directrice générale de l'agence régionale de santé du 25 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 19 octobre 2012 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Article 1. OBJET DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au profit du syndicat des eaux de la Grande Fontaine la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux de captage et ceux liés à la protection ainsi que les périmètres de protection instaurés autour de l'ouvrage de prélèvement suivant :

Captage *de la Grande Fontaine* :

- d'indice de classement national : 04725X0003/S
- de coordonnées Lambert II étendu :
  X = 860,030
  Y = 2 268,390
  Z = 229 m
  de coordonnées Lambert 93 :
  X = 332141
  Y = 4444254
  Z = 229 m
- implanté sur la parcelle n°60, section ZH, au lieudit "*La Grande Fontaine*", sur le territoire de la commune de CHARCENNE.

Article 2. AUTORISATION DES PRELEVEMENTS AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine est autorisé à dériver les eaux souterraines, à partir de l'ouvrage cité en objet, dans les conditions suivantes :

- ✓ le volume journalier total prélevé ne peut pas dépasser 600 m³/j,
- ✓ le volume annuel total prélevé ne peut pas dépasser 185 000 m³/an.

Article 3.OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT

3.1 – Conditions d'exploitation

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.
Les ouvrages et leurs annexes doivent être maintenus en parfait état d'entretien et répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.
Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine prend toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir tout risque de pollution par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

3.2 – Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement
Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication avec des eaux de surface et notamment de ruissellement.
En cas de cessation définitive des prélèvements, le syndicat des eaux de la Grande Fontaine en fait la déclaration au préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation des prélèvements.
Les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

Article 4. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS
Le syndicat s'assure de l'entretien régulier des ouvrages utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.
Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.
Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le syndicat doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident.
Le syndicat est tenu de laisser libre accès aux installations aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues par les articles L.216-4 du code de l'environnement et L.1321-4 du code de la santé publique, ainsi qu'aux officiers de police judiciaire.

Article 5. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS
Les installations sont pourvues de compteurs volumétriques permettant de connaître les volumes prélevés dans le milieu naturel et mis en distribution. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.
Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus et contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

SECTION II : AUTORISATION DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Article 6. AUTORISATION
Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine est autorisé à produire et distribuer, en vue de la consommation humaine, l'eau issue de l'ouvage cité à l'article 1.
Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de prélèvement, de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration préalable au préfet accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet. Le préfet fait connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande doit être déposée.
La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au préfet. Cette nouvelle ressource ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle de l'eau distribuée.

Le syndicat est tenu de fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Article 7. CONDITIONS D'EXPLOITATION

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine doit se conformer en tous points aux dispositions du code de la santé publique et des règlements pris en application de celui-ci pour ce qui concerne :

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruptions de distribution, dérogations ;
- l'information et le conseil aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation des produits et procédés de traitement ;
- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distribution.

Article 8. CONTROLE SANITAIRE

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine doit se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini par le code de la santé publique.
Les frais d'analyses et de prélèvements sont supportés par l'exploitant selon des tarifs et modalités fixés en application du code de la santé publique.
Le syndicat tient à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui sont mis à la disposition des agents chargés du contrôle.

Article 9. QUALITE DE L'EAU

La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.
Tout dépassement significatif d'une des limites de qualité des eaux brutes fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application peut entraîner la révision de la présente autorisation.
Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place.
Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.
Le préfet se réserve le droit, à tout moment, au vu des résultats des analyses :

- d'augmenter ou de diminuer la fréquence du contrôle sanitaire,
- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire,
- de suspendre l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.

L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau en vue de la consommation humaine est interdite.

Article 10. INSTALLATION DE TRAITEMENT

L'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage cité à l'article 1 subira, avant sa mise en distribution, un traitement automatique et continu de filtration membranaire et de désinfection.
Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine met en place un analyseur en continu de la teneur en chlore résiduel dans l'eau produite.
Les conditions d'utilisation des différents produits de traitement ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité de l'eau sont consignés dans le carnet sanitaire cité à l'article 8.
Le préfet peut imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses de l'eau brute s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.

Article 11. INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés à la mairie d'AVRIGNEY-VIREY, siège du syndicat, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire,
- leur interprétation faite par l'agence régionale de santé,
- les synthèses commentées que peut établir l'agence régionale de santé sous forme de bilans sanitaires pour une période déterminée.

SECTION III : PERIMETRES DE PROTECTION ET TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE

Article 12. PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour de l'ouvrage cité à l'article 1, les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté. Les servitudes suivantes sont prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.

Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine, à l'exploitant des ouvrages, à l'autorité sanitaire ainsi qu'au service chargé de la police des eaux souterraines.

Tout projet dans les limites des périmètres de protection et susceptible de nuire à la qualité de l'eau doit être porté à la connnaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de la préservation de la qualité des eaux.

12.1 – Périmètre de protection immédiate

Un périmètre de protection immédiate (PPI) est défini autour de l'ouvrage cité à l'article 1 conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Ce PPI appartient en pleine propriété au syndicat des eaux de la Grande Fontaine et doit le demeurer.

A l'intérieur du PPI :

- les clôtures existantes qui entourent les installations de captage et de traitement sont maintenues en bon état ;
- toutes activités et tous stockages autres que ceux nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien du captage et de la station de traitement sont interdits ;
- le terrain est régulièrement débroussaillé par des moyens exclusivement mécaniques (le désherbage chimique est interdit) pour permettre l'accès permanent aux ouvrages et éviter la détérioration de la maçonnerie et des clôtures. Les débris végétaux sont évacués en dehors du PPI ;
- aucune servitude de droit de passage vis-à-vis des tiers ne peut être accordée ou maintenue.

En limite du PPI, des panneaux indiqueront l'existence du captage utilisé pour l'alimentation humaine et la sensibilité du milieu.

12.2 – Périmètres de protection rapprochée

Quatre périmètres de protection rapprochée (PPR) sont définis pour l'ouvrage cité à l'article 1 conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Activités interdites :

- ✓ la création de tout sondage, forage, captage et de toute prise d'eau, temporaire ou permanente, sauf au bénéfice du syndicat des eaux de la Grande Fontaine ou de la commune de CHARCENNE ;
- ✓ la création et l'exploitation de plans d'eau ;

- ✓ la création ou l'extension de bâtiments même provisoires autres que ceux destinés à l'exploitation du captage ;
- ✓ les stockages et dépôts de toute nature, qu'ils soient temporaires ou permanents ;
- ✓ la création et l'exploitation de campings ;
- ✓ la création ou l'extension de cimetière ;
- ✓ l'exploitation de carrière ;
- ✓ l'exploitation d'installation classée au titre de la protection de l'environnement ;
- ✓ le rejet d'eaux usées domestiques non traitées (by-pass, surverse de déversoirs d'orages) ;
- ✓ le rejet d'eaux usées industrielles non traitées ;
- ✓ le rejet d'eaux usées issues des installations autonomes de traitement des eaux usées ;
- ✓ les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains ;
- ✓ les canalisations d'eaux usées industrielles, d'hydrocarbures et de produits chimiques liquides ;
- ✓ l'exploitation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement ;
- ✓ le drainage agricole ;
- ✓ l'épandage d'effluents organiques liquides (lisiers, purins, fumiers, boues issues du traitement des eaux usées) ;
- ✓ l'épandage de pesticides ;
- ✓ la mise en culture des terrains actuellement en prairie permanente ;
- ✓ l'affouragement et l'agrainage du gibier ;
- ✓ l'installation d'aires de débardage ;
- ✓ les coupes blanches des surfaces boisées ;
- ✓ le traitement du bois stocké ;
- ✓ l'installation d'aires de parkings ;
- ✓ toute activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Activités réglementées :

L'exploitation de bassin d'infiltration d'eaux pluviales ou d'eaux issues du traitement des eaux usées domestiques fait l'objet d'une étude d'impact hydrogéologique préalable et est soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé.

La création ou la modification d'installations de maraîchage, de serres ou de pépinières fait l'objet d'une étude d'impact hydrogéologique préalable.

Le remblaiement de fouilles et tranchées est réalisé à l'aide de matériaux inertes.

Les canalisations d'eaux usées sont étanches. Un procès-verbal d'étanchéité est dressé avant la mise en service des conduites qui feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant.

Les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22 novembre 1993).

L'exploitation de station d'épuration des eaux usées, de lagunage et de bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains est soumise à un programme d'auto-surveillance de la qualité chimique et microbiologique des effluents rejetés, établi par l'exploitant et soumis pour avis au préfet.

L'exploitation des bois et forêts se fera par récolte des arbres parvenus à maturité, les haies et bosquets y seront maintenus.

L'ouverture de fouilles, de tranchées et d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et s'accompagne de mesures permettant d'éviter la pollution de la nappe.

12.3 – Périmètre de protection éloignée

Un périmètre de protection éloignée (PPE) est défini autour de l'ouvrage cité à l'article 1 conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Les activités suivantes y sont réglementées comme suit :

- ❖ les dépôts de produits chimiques, d'hydrocarbures et produits inflammables, d'engrais, de pesticides, de purin, de lisier, de déchets seront réalisés sur des aires étanches de capacité suffisante dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ;
- ❖ les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22 novembre 1993) ;
- ❖ les stockages et dépôts d'eaux usées, d'effluents et de tous produits polluants liquides (hydrocarbures, pesticides, purins, lisiers, fertilisants...) seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munis de bassins de rétention étanches dont la capacité correspondra au stockage ;
- ❖ pour tous les nouveaux travaux de voiries, les eaux pluviales devront être collectées et transiteront par un bassin de rétention avant de rejoindre le milieu récepteur ;
- ❖ toute création de captage ou forage sera soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Article 13. TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DES OUVRAGES

Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine vérifie l'absence de communication entre les différents ouvrages qui jouxtent la chambre de décantation et l'eau captée et, le cas échéant, réalise les travaux d'étanchéification.

Article 14. DELAIS

Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 12 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification individuelle du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

Article 15. SERVITUDES

Sont instituées au profit du syndicat des eaux de la Grande Fontaine les servitudes citées à l'article 12 grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Le syndicat indemnisera les propriétaires, détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage cité à l'article 1, conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 16. MODIFICATION D'ACTIVITE, D'INSTALLATION A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout propriétaire ou responsable d'une activité ou d'un dépôt réglementé qui veut y apporter une quelconque modification doit faire connaître son intention au préfet concernant notamment :

- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il doit fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le préfet peut prescrire une étude hydrogéologique au frais de l'intéressé.

Le préfet fait connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à compter de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

SECTION IV : DELAI DE MISE EN CONFORMITE

Article 17. MISE EN CONFORMITE
Les études et travaux de mise en conformité notamment ceux visés aux articles 2, 12 et 13 sont à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 24 mois à compter de la date de publication du présent arrêté.
Le procès-verbal de réception des travaux doit être adressé à l'agence régionale de santé.

SECTION V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18. RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE
Le président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine et le maire de CHARCENNE sont responsables du respect de l'application du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Article 19. DUREE DE VALIDITE
Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

Article 20. DELAIS D'EXPROPRIATION
Les expropriations éventuelles doivent être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 21.
Le syndicat des eaux de la Grande Fontaine ne peut s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'il aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifer la présente autorisation :
- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages et installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation provisoire des usages de l'eau.

Article 22.
Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par les articles L.1324-1 A et B du code de la santé publique.

Article 23.
Le présent arrêté :
- est opposable après avoir été :
  - affiché en mairies d'AUTOREILLE, AVRIGNEY-VIREY et CHARCENNE pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents, par les soins du préfet et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux diffusés dans le département ;
  - notifié individuellement, par les soins du permissionnaire, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée ;
- est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- est inséré dans les documents d'urbanisme dans le délai maximum d'un an à compter de l'affichage en mairies du présent arrêté ;

- est conservé par le président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine et les maires d'AUTOREILLE, AVRIGNEY-VIREY et CHARCENNE qui délivrent, à toute personne en faisant la demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 24. RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (direction générale de la santé - 8 avenue de Ségur - 75350 Paris) dans les deux mois suivant sa notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé contre le présent arrêté devant le tribunal administratif de Besançon dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans le délai de deux mois à compter de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé. Cette requête doit être accompagnée de la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts.

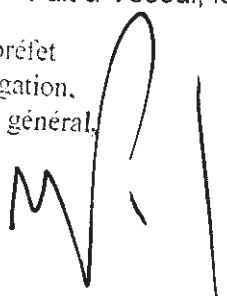
Article 25.

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice générale de l'agence régionale de santé, le président du syndicat des eaux de la Grande Fontaine et les maires d'AUTOREILLE, AVRIGNEY-VIREY et CHARCENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

- à la directrice départementale des territoires,
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au délégué régional de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- au directeur du bureau de la recherche géologique et minière (BRGM) de Dijon,
- au président du conseil général de la Haute-Saône,
- au directeur de l'agence de Vesoul de l'ONF,
- au président de la chambre d'agriculture.

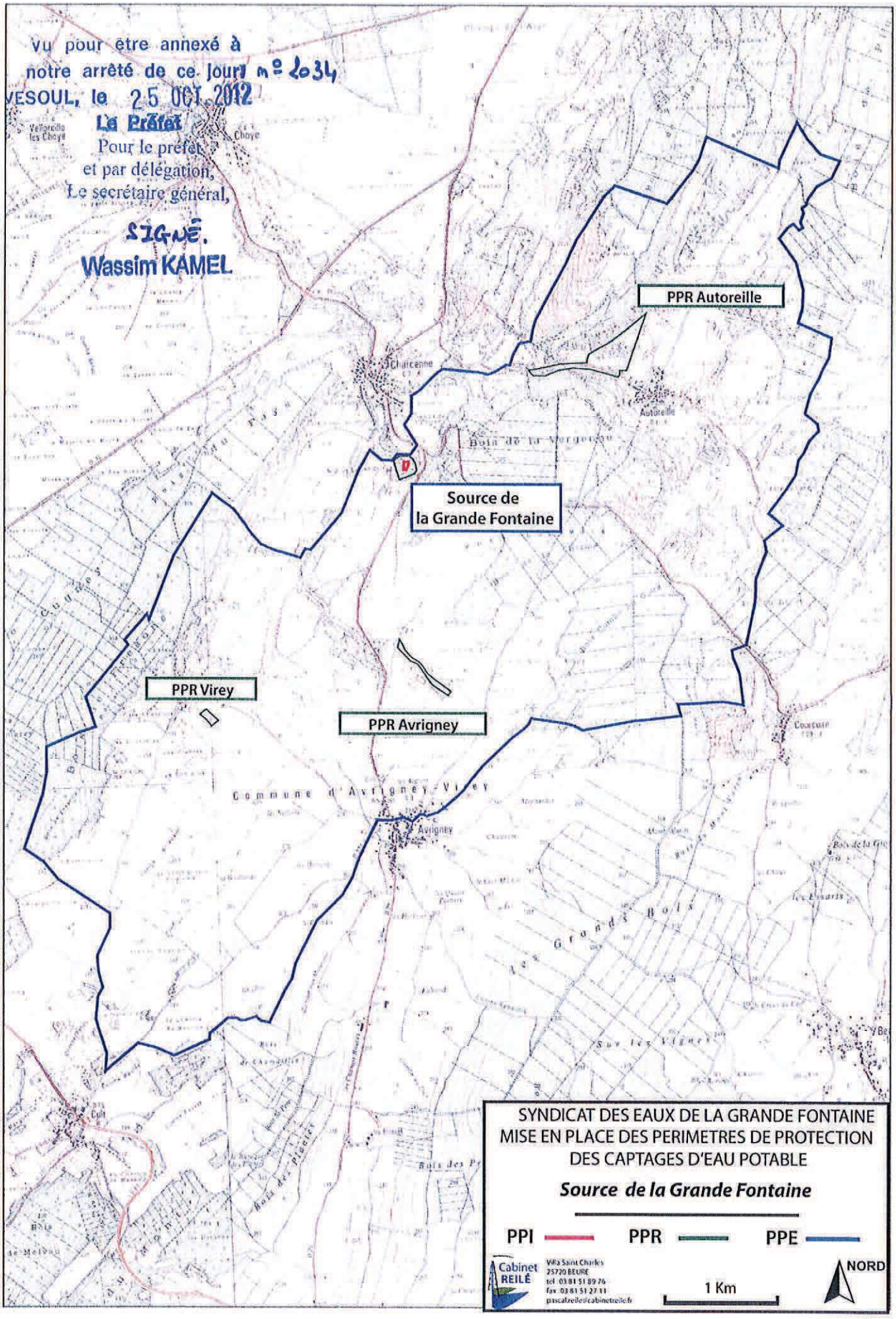
Fait à Vesoul, le 25 OCT. 2012

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,



Wassim KAMEL

Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour n° 2034
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
SIGNÉ.
Wassim KAMEL



SYNDICAT DES EAUX DE LA GRANDE FONTAINE
MISE EN PLACE DES PERIMETRES DE PROTECTION
DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

Source de la Grande Fontaine

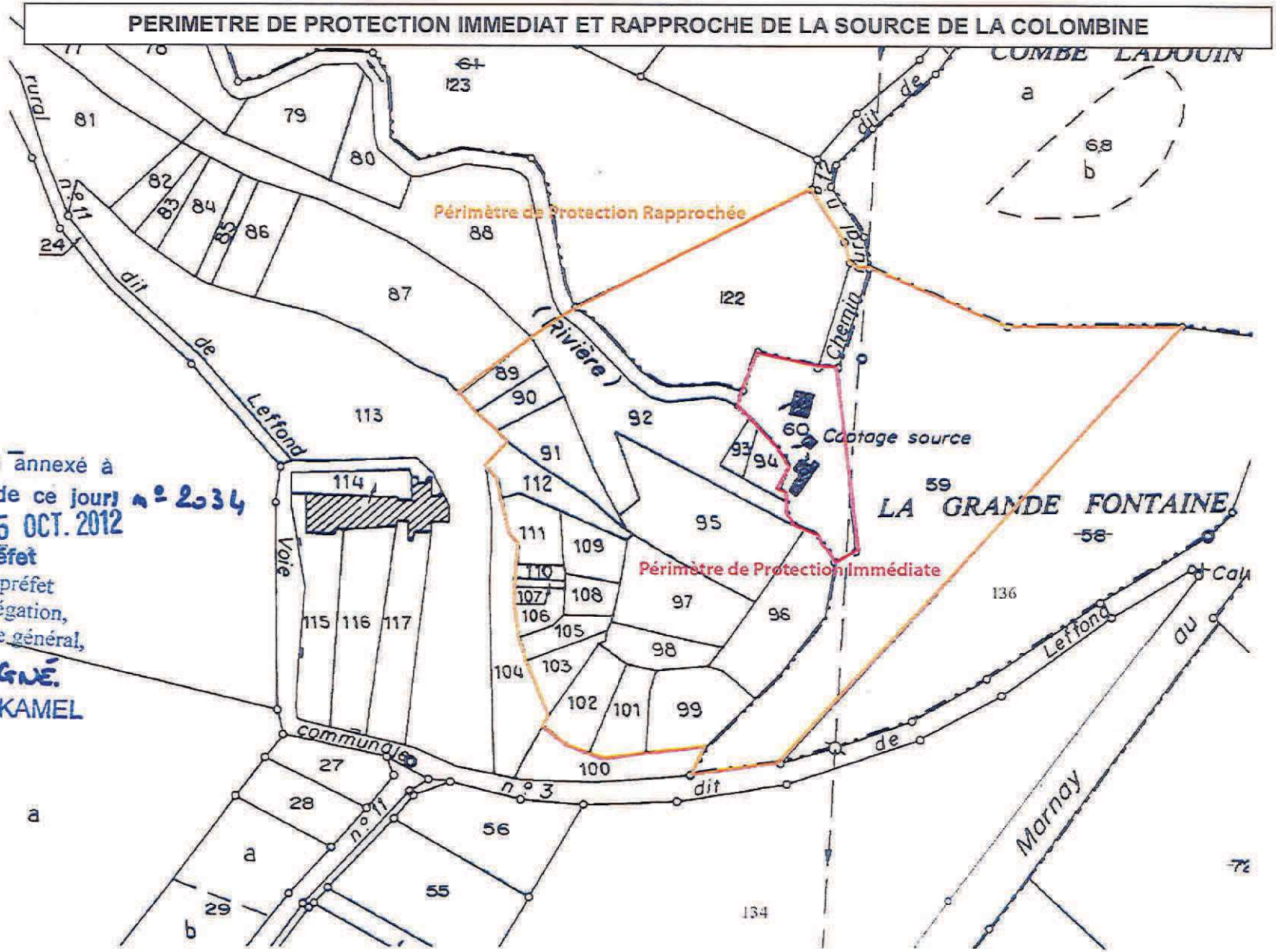
PPI — PPR — PPE

Cabinet REILÉ
Villa Saint Charles
25720 BEURE
tel : 03 81 51 89 76
fax : 03 81 51 27 11
pascalreile@cabinetreile.fr

1 Km

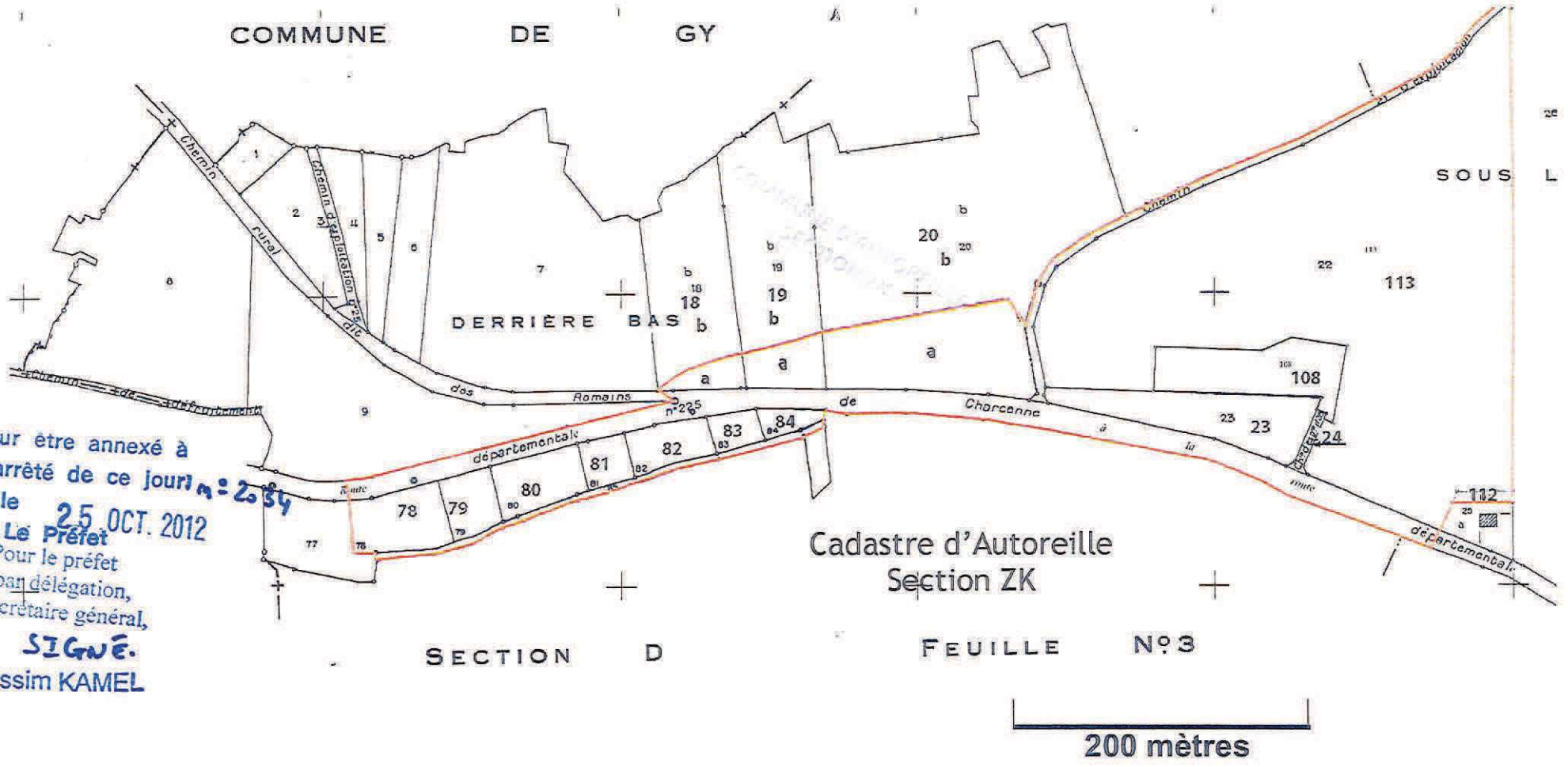
NORD

PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIAT ET RAPPROCHE DE LA SOURCE DE LA COLOMBINE



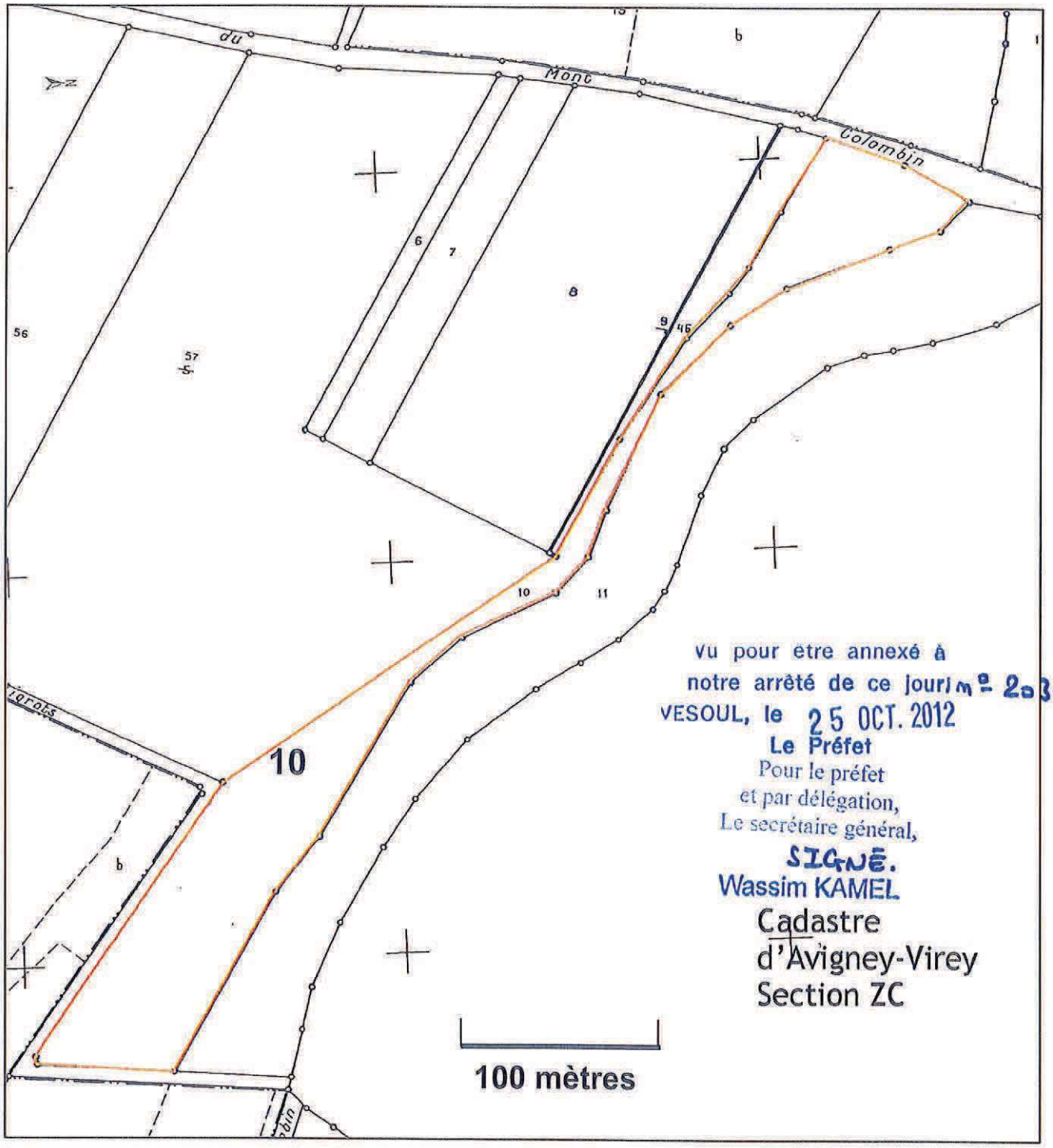
vu pour etre annexé à
notre arrêté de ce jour n° 2034
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
SIGNÉ
Wassim KAMEL

Périmètre de Protection Rapprochée - Commune d'Autoreille

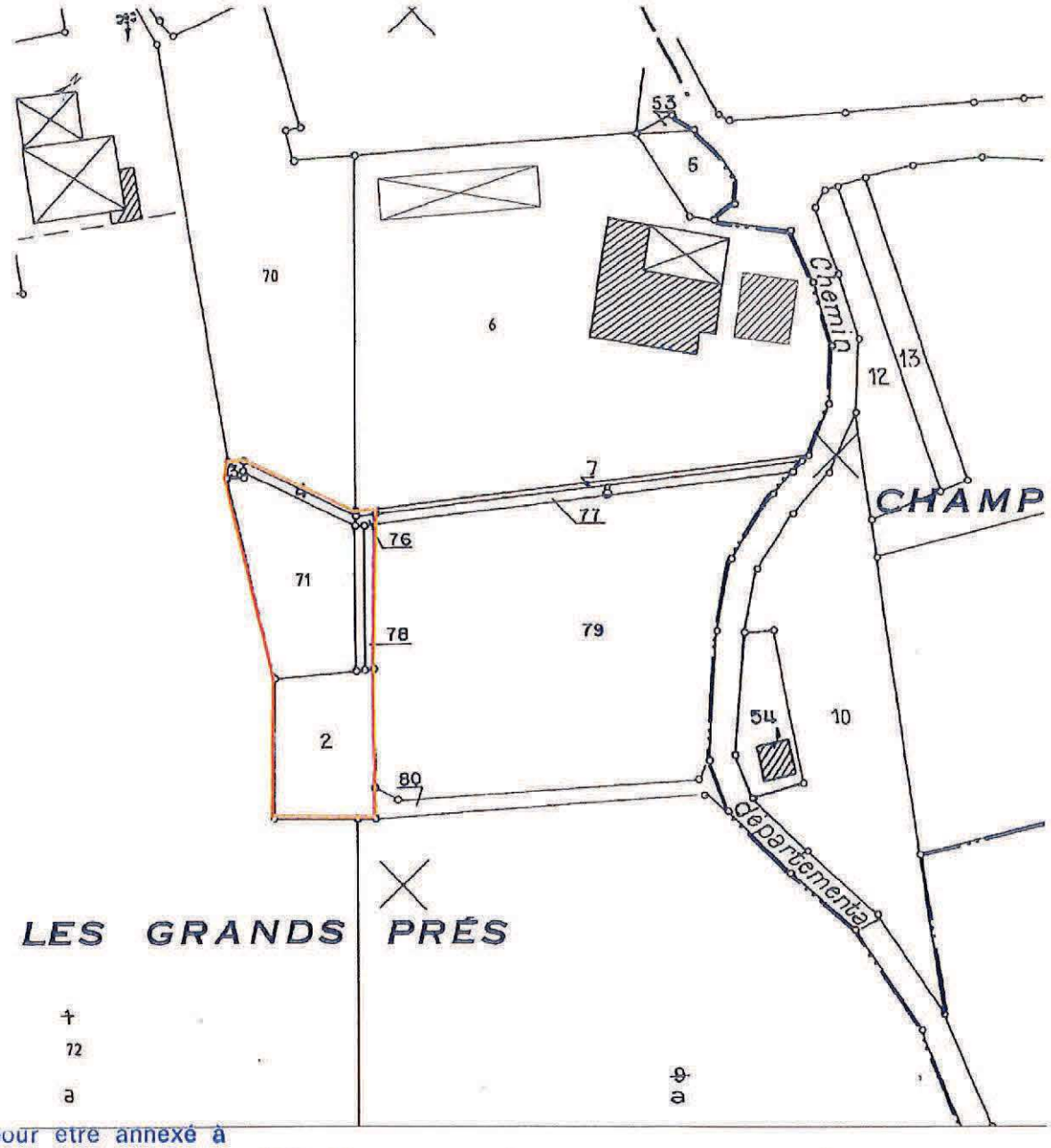


Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour en 2054
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
SIGNÉ.
Wassim KAMEL

Périmètre de Protection Rapprochée - Avrigney -



Périmètre de Protection Rapprochée - Virey



Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour n° 2034
VESOUL, le 25 OCT. 2012
Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
SIGNÉ.
Wassim KAMEL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

AGENCE REGIONALE DE SANTE

DEPARTEMENT : santé-environnement
G:\SENV\COURRIER\2009\ARRETE\CELLULE EAU\1630 arreté protection SIAEP FONTAINE RONDE.doc

ARRETE ARS/2011 n° 792 du 15 AVR. 2011

Portant déclaration d'utilité publique :
- de la dérivation des eaux souterraines à partir du *forage de Fontaine Ronde* et de la *source de Fontaine Ronde*,
- de l'instauration des périmètres de protection autour de ces captages.

Autorisant le syndicat des eaux de Fontaine Ronde à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine.

Portant autorisation de prélèvement d'eau.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-14 ;
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6 et L.215-13 ;
VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et L.1321-10 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;
VU la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
VU la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
VU la loi de santé publique n°2004-806 du 9 août 2004 ;
VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème) et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n°2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publiques instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
VU le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2380 du 16 août 2009 autorisant le syndicat des eaux de Fontaine Ronde à produire et distribuer, en vue de la consommation humaine, l'eau de la *source* et du *forage de Fontaine Ronde* par dérogation à la procédure d'autorisation prévue par le code de la santé publique ;

VU la délibération du 28 mars 2006 par laquelle le syndicat des eaux de Fontaine Ronde a engagé la procédure d'autorisation et de protection de ses ressources ;

VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 30 octobre 2010 au 16 novembre 2010 conformément à l'arrêté préfectoral n°1835 du 7 octobre 2010 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 9 décembre 2010 ;

VU le rapport de la directrice générale de l'agence régionale de santé du 17 février 2011 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 14 avril 2011 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

<u>Article 1.</u> OBJET DE LA DECLARATION

Sont déclarés d'utilité publique au profit du syndicat des eaux de Fontaine Ronde la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux de captages et ceux liés à la protection ainsi que les périmètres de protection instaurés autour des ouvrages de prélèvements suivants :

Forage de Fontaine Ronde :

- d'indice de classement national : 04717X0021/F
- de coordonnées Lambert II étendu :
  X = 849,823
  Y = 2 269,855
  Z = 223 m
  de coordonnées Lambert 93 :
  X = 899 599
  Y = 6 700 203
  Z = 223 m
- implanté sur la parcelle cadastrée n°3, section ZE, au lieudit "*sur le Criot*", sur le territoire de la commune de Champtonnay.

Source de Fontaine Ronde :

- d'indice de classement national : 04717X0002/S
- de coordonnées Lambert II étendu :
  X = 849,810
  Y = 2 258,913
  Z = 220 m
  de coordonnées Lambert 93 :
  X = 899 500
  Y = 6 690 269
  Z = 220 m
- implantée sur la parcelle cadastrée n°3, section ZE, au lieudit "*sur le Criot*, sur le territoire de la commune de Champtonnay.

Article 2. AUTORISATION DE PRELEVEMENT AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le syndicat des eaux de Fontaine Ronde est autorisé à dériver les eaux souterraines à partir des deux ouvrages cités à l'article 1.

- ✓ Le volume journalier total prélevé ne peut pas dépasser 192 m³/jour.
- ✓ Le volume annuel prélevé sur l'ensemble des deux ouvrages ne peut pas dépasser 70 000 m³/an.

Article 3. OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT

3.1 – Conditions d'exploitation

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.

Les ouvrages et leurs annexes doivent être maintenus en parfait état d'entretien et répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.

Le syndicat des eaux de Fontaine Ronde prend toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir tout risque de pollution par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

3.2 – Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et des installations de prélèvement

Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication avec des eaux de surface et notamment de ruissellement.

En cas de cessation définitive des prélèvements, le syndicat des eaux de Fontaine Ronde en fait la déclaration au préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation des prélèvements.

Les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

Article 4. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Le syndicat s'assure de l'entretien régulier des ouvrages utilisés pour les prélèvements, de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le syndicat doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident.

Le syndicat est tenu de laisser libre accès aux installations aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues par les articles L.216-4 du code de l'environnement et L.1324-1 du code de la santé publique, ainsi qu'aux officiers de police judiciaire.

Article 5. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS

Les installations sont pourvues de compteurs volumétriques permettant de connaître les volumes prélevés dans le milieu naturel et mis en distribution. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus et contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

SECTION II : AUTORISATION DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Article 6. AUTORISATION

Le syndicat des eaux de Fontaine Ronde est autorisé à produire et distribuer en vue de la consommation humaine l'eau issue des ouvrages cités à l'article 1.

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de prélèvement, de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration préalable au préfet accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet. Le préfet fait connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande doit être déposée.

La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle de l'eau distribuée.

Le syndicat est tenu de founir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Article 7. CONDITIONS D'EXPLOITATION

Le syndicat des eaux de Fontaine Ronde doit se conformer en tous points aux dispositions du code de la santé publique et des règlements pris en application de celui-ci, pour ce qui concerne :

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruptions de distribution, dérogations ;
- l'information et le conseil aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation de produits et procédés de traitement ;
- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distribution.

Article 8. CONTROLE SANITAIRE

Le syndicat doit se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini par le code de la santé publique.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont supportés par l'exploitant selon des tarifs et modalités fixés en application du code de la santé publique.

Le syndicat tient à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui sont mis à la disposition des agents chargés du contrôle.

Article 9. QUALITE DE L'EAU

La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.

Tout dépassement significatif d'une des limites de qualité des eaux brutes fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application peut entraîner la révision de la présente autorisation.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place. Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Le préfet se réserve le droit à tout moment au vu des résultats d'analyses :

- d'augmenter ou de diminuer la fréquence du contrôle sanitaire,
- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire,
- de suspendre l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.

L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau destinée à la consommation humaine est interdite.

Article 10. INSTALLATION DE TRAITEMENT

L'eau destinée à la consommation humaine à partir des ouvrages cités à l'article 1 subit, avant sa mise en distribution, un traitement automatique et continu de floculation, coagulation et filtration sur sable et charbon actif puis de désinfection.
Les conditions d'utilisation des différents produits de traitement, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux sont consignés dans le carnet sanitaire cité à l'article 8.
Le préfet peut imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses de l'eau brute, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.

Article 11. INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés à la mairie d'Onay, siège du syndicat des eaux de Fontaine Ronde, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire,
- leur interprétation faite par l'agence régionale de santé,
- les synthèses commentées que peut établir l'agence régionale de santé sous forme de bilans sanitaires pour une période déterminée.

SECTION III : PERIMETRES DE PROTECTION

Article 12. PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour des captages cités à l'article 1, les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté. Les servitudes suivantes sont prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.
Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au président du syndicat des eaux de Fontaine Ronde, à l'exploitant des ouvrages, à l'autorité sanitaire ainsi qu'au service chargé de la police des eaux souterraines.
Tout projet dans les limites des périmètres de protection et susceptible de nuire à la qualité de l'eau doit être porté à la connaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de la préservation de la qualité des eaux.

12.1 – Périmètre de protection immédiate :

Un seul périmètre de protection immédiate (PPI) est défini autour des deux captages cités à l'article 1, conformément aux plans annexés au présent arrêté.
Il appartient de pleine propriété au syndicat des eaux de Fontaine Ronde est doit le demeurer.
Les ouvrages abritant la source, le forage et la station de pompage sont clôturés. La clôture est réalisée à l'aide d'un grillage haut de 2 mètres muni d'un portail équipé d'un système de fermeture à clé.

A l'intérieur du PPI :

- ✓ la surface est maintenue en herbe et en taillis,
- ✓ toutes activités autres que celles nécessitées par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des captages et de la station de traitement sont interdites,
- ✓ aucune servitude de droit de passage vis à vis des tiers ne peut être prononcée ou maintenue.

Travaux :

Le captage de la *source de Fontaine Ronde* est muni d'un trop-plein qui empêche la pénétration d'eaux de ruissellement et de petits animaux à l'intérieur de l'ouvrage.

12.2 – Périmètre de protection rapprochée :
Un périmètre de protection rapprochée A (PPRA) et un périmètre de protection rapprochée B (PPRB) sont définis autour des captages cités à l'article 1, conformément aux plans annexés au présent arrêté.

A) Prescriptions communes aux périmètres de protection rapprochée A et B :

Activités interdites :
- ✓ toute activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- ✓ la création de tout sondage, forage, captage ou de toute prise d'eau, temporaire ou permanente, sauf au bénéfice du syndicat des eaux de Fontaine Ronde ;
- ✓ l'ouverture, l'exploitation et le remblaiement de carrières ou d'excavations ;
- ✓ les stockages et dépôts de toute nature, qu'ils soient temporaires ou permanents ;
- ✓ l'épandage d'effluents organiques (fumiers, lisiers, purins, boues de station d'épuration) excepté le compost tel que défini ci-après.
  Est considéré comme compost tout produit élaboré dans les conditions suivantes :
  - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
  - la température des andains est supérieure à 55°C pendant 15 jours ou à 50°C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;
  - les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
- ✓ le passage de nouvelles canalisations sauf celles assurant le transport d'eau destinée à l'alimentation humaine ;
- ✓ l'infiltration et le rejet d'eaux pluviales et d'effluents issus des activités domestiques, agricoles ou industrielle ;
- ✓ la création de bâtiments même provisoires quelle qu'en soit la nature ou la destination ;
- ✓ la création de nouvelles voiries ;
- ✓ la création de camping ;
- ✓ la création de tout plan d'eau ;
- ✓ la création de cimetière ;
- ✓ le changement de destination des parcelles boisées ;
- ✓ le retournement des prairies permanentes.

Activités réglementées :
Les abreuvoirs et les abris destinés au bétail sont situés sur la parcelle de pacage au point le plus éloigné de la doline (PPRA) et des captages.

B) Prescription propre au périmètre de protection rapprochée A :
Le PPRA est entièrement remis en herbe.

12.3 – Périmètre de protection éloignée :
Un périmètre de protection éloignée (PPE) est défini autour des captages cités à l'article 1 conformément aux plans annexés au présent arrêté.
La réglementation qui s'y applique est décrite ci-après.
Le PPE constitue une zone de vigilance particulière à l'intérieur de laquelle la réglementation générale est renforcée.

Le préfet peut exiger de tout porteur de projet situé dans le PPE et susceptible d'être à l'origine d'un impact sur la *source* et/ou le *forage de Fontaine Ronde* de fournir une étude d'impact et la soumettre à l'avis d'un hydrogéologue agréé.
A l'intérieur du PPE, les terres agricoles seront exploitées dans le respect du code des bonnes pratiques agricoles tel que décrit dans l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles (*NOR : ENV93203934*).

Article 13. DELAIS
Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues aux articles 12.1 et 12.2 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification individuelle du présent arrêté.
Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

Article 14. SERVITUDES
Sont instituées au profit du syndicat des eaux de Fontaine Ronde les servitudes citées à l'article 12 grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.
Le syndicat indemnisera les propriétaires, détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection des captages cités à l'article 1, conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 15. MODIFICATION D'ACTIVITE, D'INSTALLATION A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION
Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout propriétaire ou responsable d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui veut y apporter une quelconque modification doit faire connaître son intention au préfet concernant notamment :
- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il doit fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.
Le préfet peut prescrire une étude hydrogéologique au frais du pétitionnaire.
Le préfet fait connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

SECTION IV : MISE EN CONFORMITE

Article 16. MISE EN CONFORMITE
Les études et travaux de mise en conformité, notamment ceux visés aux articles 10 et 12, sont à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 24 mois à compter de la date de publication du présent arrêté.
Le procès-verbal de réception des travaux doit être adressé à l'agence régionale de santé.

SECTION V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17. RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE
Le président du syndicat des eaux de Fontaine Ronde et les maires des communes de Champtonnay, Cresancey, Noiron et Onay sont responsables du respect de l'application du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Article 18. DUREE DE VALIDITE
Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages restent en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

Article 19. DELAIS D'EXPROPRIATION
Les expropriations éventuelles doivent être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 20.
Le syndicat des eaux de Fontaine Ronde ne peut s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité ou dédommagement et en particulier pour les investissements qu'il aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :
- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Article 21.
Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues aux articles L.1324-1 A et B du code de la santé publique.

Article 22.
Le présent arrêté :
- est opposable après avoir été :
  - affiché en mairies de Champtonnay, Cresancey, Noiron et Onay pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux diffusés dans le département ;
  - notifié individuellement par le permissionnaire aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée ;
- est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- est inséré dans les documents d'urbanisme dans un délai maximum d'un mois à compter de l'affichage en mairies du présent arrêté ;
- est conservé par les maires des communes de Champtonnay, Cresancey, Noiron et Onay qui délivrent, à toute personne en faisant la demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 23. ABROGATION
L'arrêté préfectoral n°2380 du 26 août 2009 autorisant le syndicat des eaux de Fontaine Ronde à produire et distribuer en vue de la consommation humaine l'eau du *forage* et de la *source de Fontaine Ronde* par dérogation à la procédure d'autorisation prévue par le code de la santé publique est abrogé.

Article 24. RECOURS
La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - 8 avenue de Ségur - 75350 Paris) dans les deux mois suivant sa notification.
Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.
Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 25.

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice générale de l'agence régionale de santé, le président du syndicat des eaux de Fontaine Ronde, les maires des communes de Champtonnay, Cresancey, Noiron et Onay sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera également adressé :

- à la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Besançon et antenne de Vesoul),
- au délégué régional de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- au directeur du bureau de la recherche géologique et minière (BRGM) de Dijon,
- au président du conseil général de la Haute-Saône.

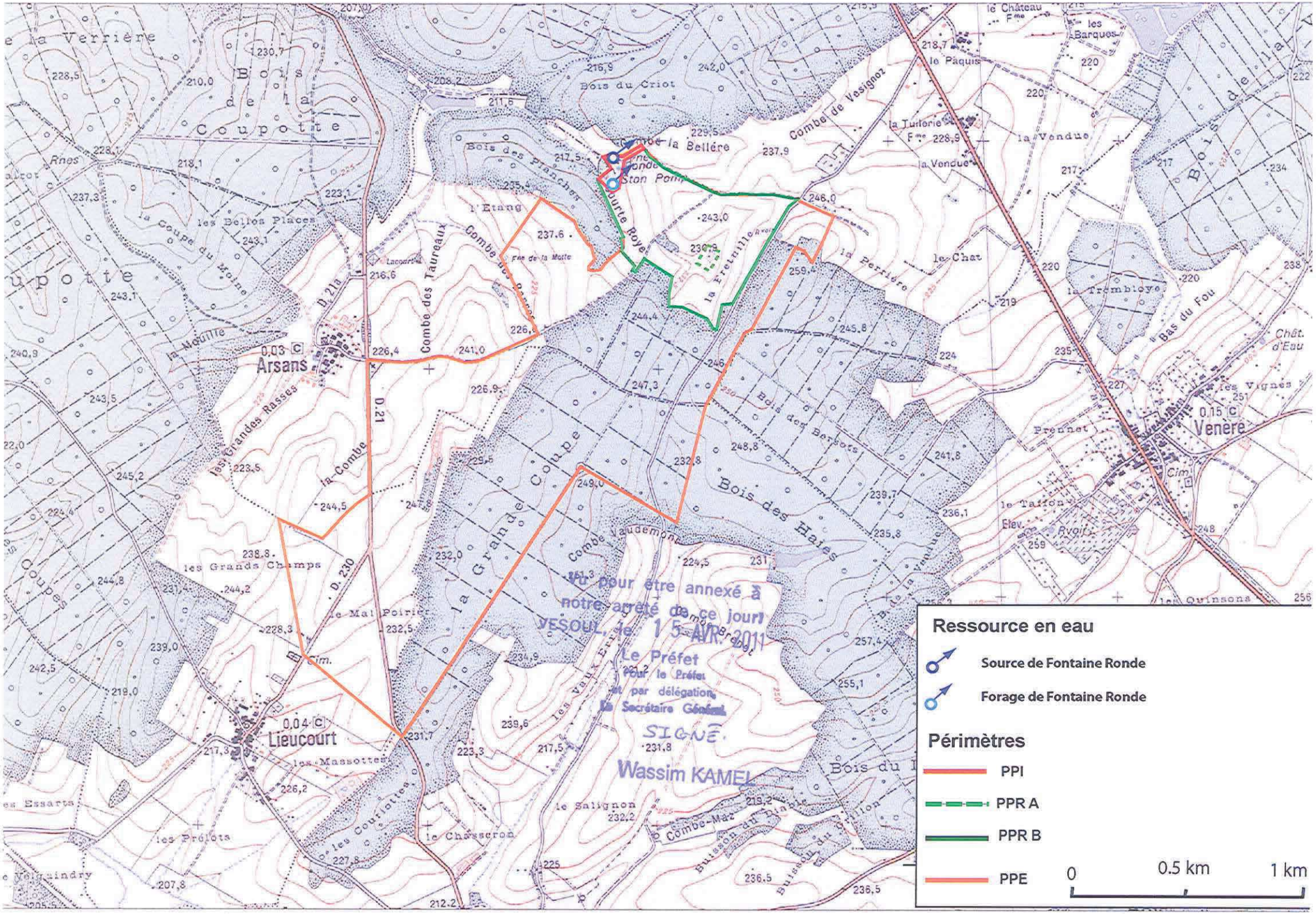
Fait à Vesoul, le 15 AVR. 2011

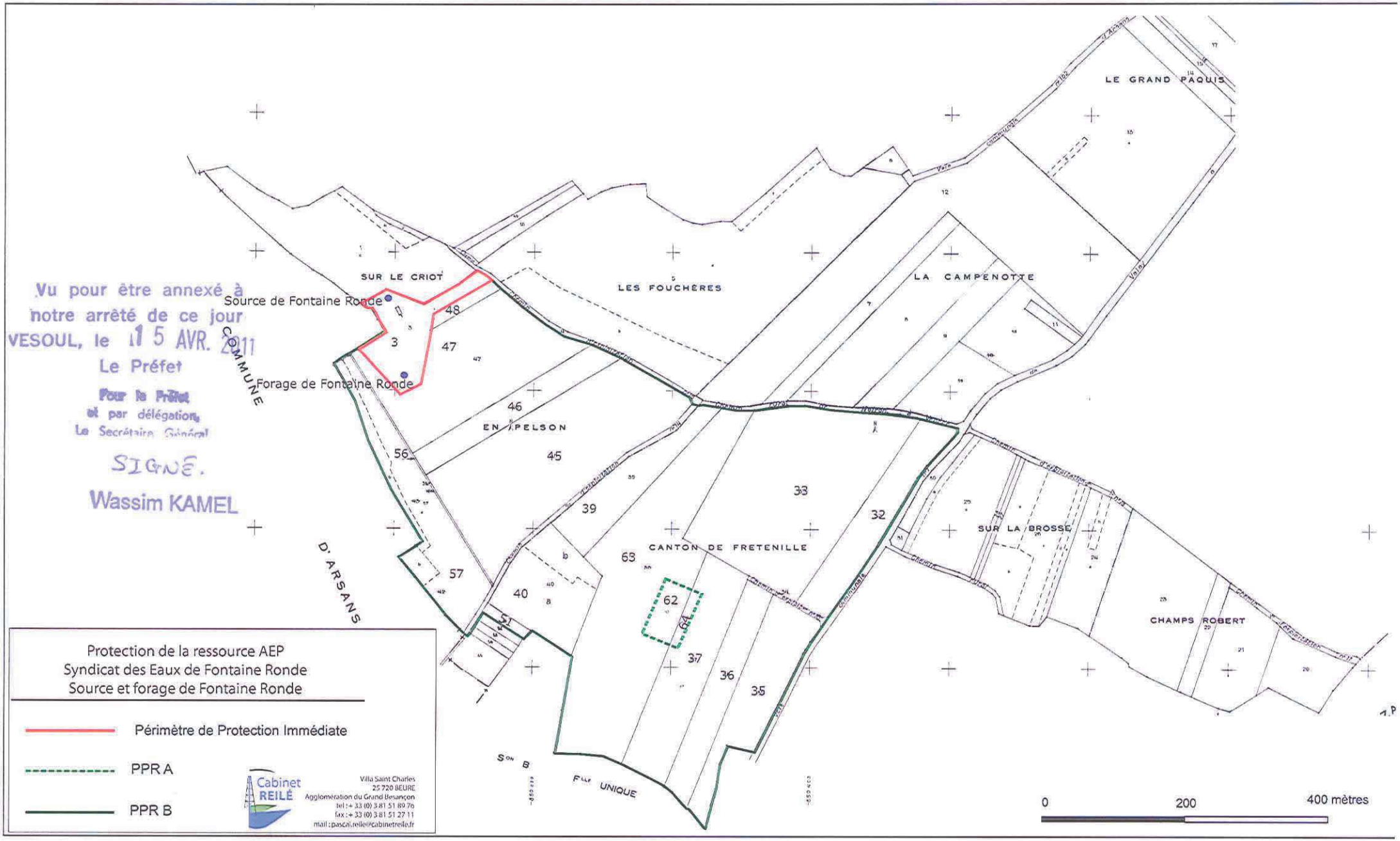
Pour le Préfet
et par délégation,
le Secrétaire Général

Wassim KAMEL

ANNEXES :

2 plans.


Ressource en eau
Source de Fontaine Ronde
Forage de Fontaine Ronde
Périmètres
PPI
PPR A
PPR B
PPE
0
0.5 km
1 km
Arsans
Lieucourt
Venere
Bois des Haies
la Grande Coupe
Bois des Barbots
Bois du Criot
Bois des Planches
Combe de la Bellère
Combe de Vesignoz
Combe des Taureaux
Combe Vaudemont
la Perrière
la Vendue
la Tuilerie
le Chat
la Trembloye
Bois du Fou
les Vignes
Prenet
les Grandes Rasses
la Combe
les Grands Champs
le Mal Poirier
les Massottes
les Prélots
le Chasseron
le Salignon
Combe-Maz
les Vaux Erard
Bois du Château
les Barques
le Pâquis
Fontaine Ronde
Source Fontaine Ronde
Etang
la Fremille
la Noulle
la Coupe du Moine
les Bellon Places
D.21a
D.21
D.230
0.03 C
0.04 C
0.15 C
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour
VESOUL, le 15 AVR. 2011
Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
SIGNÉ
Wassim KAMEL



Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour
VESOUL, le 15 AVR. 2011
Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation, Le Secrétaire Général
SIGNÉ.
Wassim KAMEL

Protection de la ressource AEP
Syndicat des Eaux de Fontaine Ronde
Source et forage de Fontaine Ronde

Périmètre de Protection Immédiate

PPR A

PPR B

Cabinet REILÉ
Villa Saint Charles
25 720 BEURE
Agglomération du Grand Besançon
tel : + 33 (0) 3 81 51 89 76
fax : + 33 (0) 3 81 51 27 11
mail : pascal.reile@cabinetreile.fr

CT/c

1° DIRE ON
1° Burea..

République Française

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

ARRETE 1D/1/I/N° 3135 en date du 6 octobre 1975
portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la commune de VAIAY en vue de la création des périmètres de protection du puits du captage du Crassier ou de la Source de la Tourouge.
Nature des travaux : Création des périmètres de protection.
Maître d'ouvrage : Commune de VAIAY.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'avant projet des travaux d'alimentation en eau potable et des créations des périmètres de protection à entreprendre par la commune de VAIAY et notamment le plan des lieux ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en date du 30 octobre 1974 ;

VU l'arrêté 1D/1/I/n° 397 du 12 février 1975 portant ouverture d'une enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du puits du captage du Crassier dans la commune de VAIAY ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral ci-dessus visé ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture en date du 19 septembre 1975, sur les résultats de l'enquête ;

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code de l'Administration Communale et notamment ses articles 141 et 152 ;

VU le décret du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

VU l'ordonnance modifiée n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité ;

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés et les textes pris pour son application ;

.../...

VU les articles L.20 et L.20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36 - 2°) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1940 déclarant d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux de la Source de la Tourouge ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 février 1972 ;

CONSIDERANT que l'avis du commissaire enquêteur est favorable ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture ;

A R R E T E :

Article 1er - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de VALAY en vue de la création des périmètres de protection du puits du captage du Crassier ou de la Source de la Tourouge.

Article 2 - Il est établi autour du captage un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, en application des dispositions de l'article L.20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret du 15 décembre 1967 n° 67-1097, tels qu'ils figurent au plan annexé au présent arrêté et conformément à l'état parcellaire ci-joint.

Article 3 - Le Périmètre de protection immédiate devra être interdit au bétail. A l'intérieur de ce périmètre la commune de VALAY devra faire procéder à l'enlèvement des dépotoirs sauvages situés le long du chemin des longues raies. Le boisement actuel devra y être maintenu.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, il sera interdit d'y installer des stabulations libres et d'y déverser des ordures ou des produits chimiques (engrais et pesticides). Tout projet de construction nouvelle dans cette zone devra être soumis à une autorisation préalable du géologue officiel qui fixera les conditions d'évacuation des eaux usées.

.../...

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée la commune de VALAY aura soin de veiller au parfait état et au bon fonctionnement du réseau d'égout et les habitants de cette commune à l'étanchéité des fosses à purin. Les puits perdus y seront interdits.

Article 4 - Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété sera clôturé à la diligence et aux frais de la commune de VALAY par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture, qui dressera le procès-verbal de l'opération.

Article 5 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. La qualité des eaux sera placée sous le contrôle du Conseil départemental d'Hygiène.

Article 6 - La commune de VALAY devra faire effectuer le traitement complet des eaux captées avant leur consommation.

Article 7 - Pour les activités et dépôts existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris à l'intérieur de chacun des périmètres de protection prévus à l'article 2, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres telles qu'elles sont définies à l'article 3 ci-dessus visé dans un délai de un an.

Article 8 - Le Maire de VALAY agissant au nom de la commune de VALAY est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 58-957 du 29 octobre 1958 , les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la construction du périmètre de protection immédiate.

Article 9 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 10 - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de VALAY, d'une part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Haute-Saône et, d'autre part, notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 11 - Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Maire de VALAY, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur départemental de l'Equipement, au Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, à l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines.

FAIT à VESOUL, le 6 octobre 1975

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

J. BARDECHE

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau,

A. POMMIER

CT/CF

1° DIRECTION
1° Bureau

République Française

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

ARRETE 1D/1/I/N° 3488 en date du 29 octobre 1975
portant additif à l'arrêté 1D/1/I/N° 3135 en date du 6 octobre 1975 déclarant d'utilité publique les travaux projetés par la commune de VALAY en vue de la création des périmètres de protection du puits du captage du Crassier ou de la Source de la Tourouge.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'arrêté 1D/1/I/N° 3135 en date du 6 octobre 1975 portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la commune de VALAY en vue de la création des périmètres de protection du puits du captage du Crassier ou de la Source de la Tourouge ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Haute-Saône ;

ARRÊTE :

Article 1er - L'article 8 de l'arrêté 1D/1/I/N° 3135 en date du 6 octobre 1975 ci-dessus visé est complété par un 2ème alinéa ainsi conçu :

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de 5 ans à compter de ce jour.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Maire de VALAY, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur départemental de l'Equipement, au Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, à l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines.

FAIT à VESOUL, le 29 octobre 1975

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean BARDECHE

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général
et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE * N° 11 *

A. POMMIER

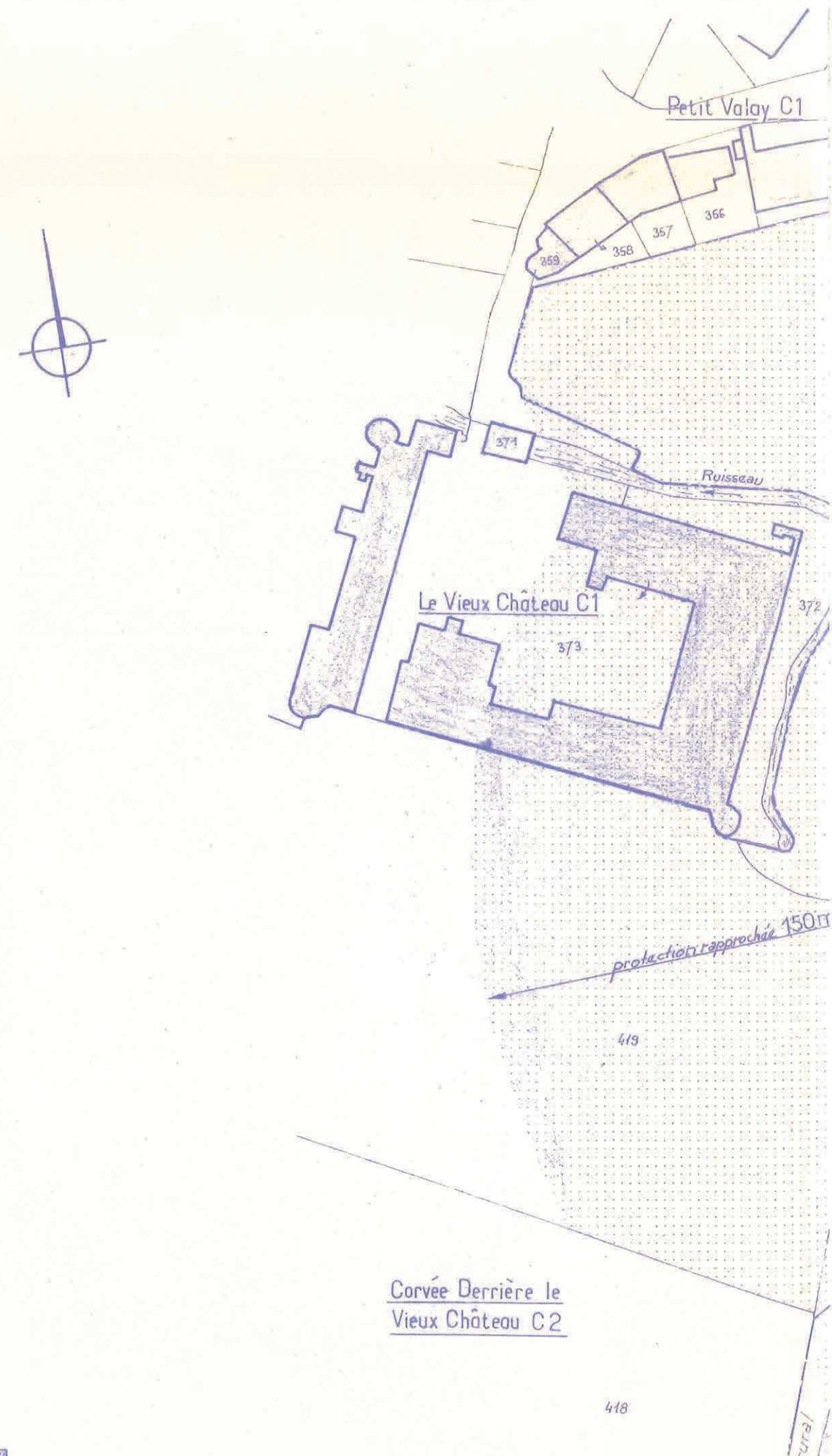
COMMUNE DE VALAY

PROTECTION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DE LA TOUROUGE

VU pour être annexé
à notre arrêté de ce jour
Vesoul, le 6 OCT 1975
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau

A. POMMIER

ECHELLE - 1 / 1250



Périmetre de protection immédiate

Petit Valay C1

Courvée du Prélot C3

Grand Pré C2

Au Dessus de la Combe Roland C3

Le Vieux Château C1

Ruisseau

Pompage

Captage

protection rapprochée 150m

Longues Raies

Vignes du Mont C3

Charme de Montagney C3

Corvée Derrière le Vieux Château C2

Vielle Vigne C2

Combe des Magniens du Bas C2

353 354 327 326 365 366 357 358 359 489 490 491 493 500 499 498 497 496 422 371 372 373 421 423 494 593 567 532 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 420 419 418 495

ANNEXE 5 : CONVENTIONS D'ECHANGE

CONVENTION D'ECHANGE DIGESTAT - MATIERES

ETABLIT ENTRE

M/M^{me} : _____

Représentant l'installation de méthanisation : _____

Demeurant à : _____

Ci-après désigné comme « ***le producteur*** » d'une part,

ET

M/M^{me} : _____

Représentant l'exploitation : _____

Demeurant à : _____

Ci-après désigné comme « ***l'utilisateur*** » d'autre part,

ARTICLE 1 : L'objet de la convention

La présente convention vise à organiser un échange de digestat contre des matières (effluents d'élevage, ensilages, matières méthanisables…) entre les deux parties, et à veiller à l'équilibre des termes de cet échange.

« le producteur » et « l'utilisateur » se concerteront en amont afin de définir les périodes d'épandage, en fonction des réglementations (ICPE, programme d'action de la Directive Nitrate), des aptitudes des parcelles à l'épandage, des pratiques culturales et de l'accessibilité aux parcelles.

Ils établiront ensemble un cahier d'enregistrement des épandages.

ARTICLE 2 : Responsabilité et engagement du « producteur »

« le producteur » s'engage à :

- mettre à disposition du digestat conforme à l'épandage à de « l'utilisateur »,

- fournir à « l'utilisateur » toutes les données permettant une utilisation optimale du digestat (notamment des analyses),

- Assurer la prestation d'épandage si « l'utilisateur » n'est pas équipé de pendillards pour la fraction digestat liquide (cette prestation d'épandage

- Assurer la livraison du digestat dans les conditions définit en amont et fournir à « l'utilisateur » un bordereau de livraison indiquant la parcelle et la quantité concernées.

ARTICLE 3 : Responsabilité et engagement de « l'utilisateur »

« l'utilisateur » s'engage à :

- fournir au « producteur » les matières prévues en amont dans les volumes et qualités les plus proches possible de l'accord initial (selon les conditions climatiques de l'année)

- mettre à disposition du « producteur » les parcelles déclarées apte à l'épandage pour l'épandage du digestat dans les périodes définies en amont,

- enfouir le digestat suivant les délais et la réglementation imposée le cas échéant,

- prendre en compte la valeur fertilisante du digestat selon les analyses fournies par le « producteur »,

- tenir un cahier d'épandage (parcelles recevant le digestat, date, volume, pour quelles cultures…) comme demandé par les règlementations en vigueur et y joindre les bordereaux de livraison fournis par le « producteur ».

ARTICLE 4 : Conditions particulières

En cas de changement d'exploitation agricole ou de changement d'exploitation des parcelles, « l'utilisateur » devra en aviser « le producteur » dans un délai conforme lui permettant de s'organiser, à minima en amont de la campagne culturale suivante.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet le pour une durée de 3 ans et est ensuite renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 6 : Rupture de la convention

La convention peut être résiliée si l'une des deux parties ne respecte pas son engagement.

La résiliation doit avoir un préavis de 6 mois, de l'une ou l'autre des deux parties, mentionnant les motifs de résiliation.

Les soussignés déclarent avoir pris connaissances de la convention, des pratiques agricoles et des réglementations en vigueurs.

Fait en 2 exemplaires à : _____

le _____

Signature du « producteur »,

Précédé de la mention « lu et approuvé »

Signature de « l'utilisateur »,

Précédé de la mention « lu et approuvé »

Dossier réalisé par Martin TRUCHOT

06 02 11 27 48
Chambre d'Agriculture de Haute-Saône
17 Quai Yves Barbier – BP20189 – 70004 VESOUL